

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 05 Juin 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°139 ■

ARTISANAT
350 milliards
de DA
de production
en 2022

P 3

LE MINISTRE DE L'ENERGIE S'EST ENTRETENU AVEC SON HOMOLOGUE LIBYEN À VIENNE

Le retour de Sonatrach en Libye se précise

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab s'est entretenu avec son homologue libyen, Mohammed Aoun, à Vienne en Autriche, en marge des travaux de 186e réunion de la Conférence de l'organisation des Pays exportateurs de pétrole (OPEP). En effet, il était une occasion pour évoquer les questions du renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays et surtout le retour de la Sonatrach en Libye.

P 3

SALAH GOUDJIL

« Les relations algéro-turques sont solides »

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil a salué, avant-hier samedi depuis Ankara, la qualité des relations privilégiées entre l'Algérie et la Turquie, mettant en avant les liens de fraternité et d'amitié traduits par la coordination et la coopération entre les directions des deux pays, indique un communiqué de la chambre haute du Parlement.

P 2

RELANCE ÉCONOMIQUE

Il faut passer à la vitesse supérieure

L'Algérie a tout entrepris pour réussir sa transition économique. À commencer par assainir son climat des affaires, la promulgation de lois et décrets facilitant l'investissement. Pourtant, si les investisseurs sont présents, certains estiment qu'il faut passer à la vitesse supérieure et régler définitivement l'épineux problème du foncier.

P 5

UN AN APRÈS LA SUSPENSION DU TRAITÉ DE PAIX ET DE COOPÉRATION PAR L'ALGÉRIE

L'économie espagnole frappée de plein fouet

Depuis que l'Espagne a mis fin à sa neutralité sur le Sahara occidental, ses exportations vers l'Algérie ont baissé de plus de 80%. Les échanges commerciaux ont pratiquement cessé à l'exception du gaz et du pétrole. L'Italie et la France en ont profité pour combler le vide.

P 3



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

SALAH GOUDJIL

« Les relations algéro-turques sont solides »

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil a salué, avant-hier samedi depuis Ankara, la qualité des relations privilégiées entre l'Algérie et la Turquie, mettant en avant les liens de fraternité et d'amitié traduits par la coordination et la coopération entre les directions des deux pays, indique un communiqué de la chambre haute du Parlement.

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la cérémonie d'investiture du président de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdogan, le président de la chambre haute du Parlement a fait part, dans une déclaration à l'Agence de presse turque Anadolu, «des salutations et félicitations du président de la République à M. Recep Tayyip Erdogan, à l'occasion de sa réélection à la tête de la République de Turquie pour un troisième mandat», note la même source. Et d'ajouter que les relations algéro-turques «sont solides et se renforceront davantage à l'avenir, notamment dans les domaines politique et économique, et la coordination entre les positions diplomatiques des deux pays se consolidera encore dans les fora internationaux». M. Goudjil s'est félicité, par la même, «des expériences véritablement démocratiques» menées en Algérie et en Turquie, affirmant que «les grands pas» franchis par les deux pays sont à même de «conforter davantage leur intégration à l'avenir».

R. E.

22^E ÉDITION DU FORUM PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL À DAKAR

La qualité du produit algérien mise en avant

L'organisation de la 22^e édition du Forum Pharmaceutique International (FPI), du 1 au 4 juin courant, a été une occasion pour les producteurs pharmaceutiques algériens de présenter le produit «made Algeria».

Par Slimane T

Ce dernier a atteint des niveaux acceptables en matière de qualité, dont le processus de production est conforme aux normes internationales, un taux d'intégration dépassant les 62% et surtout en matière du prix. Ceci lui donne des avantages concurrentiels sur les marchés à l'étranger, notamment en Afrique. Le président sénégalais, Machy Sall, qui a effectué vendredi dernier une visite au pavillon algérien, a salué la qualité de la maîtrise technologique et les capacités de production atteintes par l'industrie pharmaceutique nationale algérienne. Considéré comme l'une des plus performantes au niveau africain, l'industrie pharmaceutique algérienne joue un rôle



prédominant dans la diversification et la croissance de l'économie et contribue à l'augmentation des exportations algériennes. Cette année, l'édition du FPI placée sous le thème : « La souveraineté pharmaceutique

africaine : défis et perspectives », a été inaugurée par la ministre sénégalaise de la Santé et de l'Action sociale, Dr Marie Khémess Ngom Ndiaye, et le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun.

Plus de 3 000 participants ont assisté à cette cérémonie pour réfléchir sur le devenir pharmaceutique de l'Afrique et 24 pays sont concernés. Invité d'honneur, l'Algérie a pris part avec 21 importants producteurs pharmaceutiques spécialisés dans la production de produits pharmaceutiques et de fournitures médicales.

Il est à noter qu'une première plateforme algérienne dédiée à l'export à destination de 23 pays du continent africain a été lancée dans le cadre d'un accord tripartite signé lors du Salon El Djazair Healthcare le 17 mai 2022, à Dakar, entre Hydrapharm, Planet Pharma, une filiale de UbiPharm, et Biogalenic.

PLUS DE 800 000 CANDIDATS CONCERNÉS

Début dès ce lundi des épreuves du BEM

Plus de 800.000 candidats répartis sur 2 967 centres d'examen au niveau national, passeront, à partir de lundi, les épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM), session 2023. Le coup de l'envoi de cet examen sera donné par le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, depuis la wilaya de Tissemsilt. En détail, quelques 800.061 candidats (383.084 garçons et 416.977 filles) sont attendus à ces épreuves, dont 788.705 candidats scolarisés et 11.356 candidats libres. Les épreuves s'étaleront sur 3 jours (du 5 au 7 juin) pour 9 matières en sus de la langue amazighe pour les élèves concernés. Dans ce sens, le SG de l'Office national des examens et concours (ONEC), Hadj Kola Mohamed El-Amine, a affirmé dans une déclaration à l'APS, que «toutes les conditions matérielles et humaines sont réunies» pour permettre aux candidats de passer cet examen. Parmi les mesures adoptées, le choix d'établissements remplissant toutes les conditions propices pour l'accueil des candidats, notamment les climatiseurs pour les centres dans le Sud et dans les wilayas de l'intérieur. Pour l'encadrement, M. Hadj Kola a fait savoir que les chefs des centres d'examen, le secrétariat, les enseignants et les surveillants avaient été choisis pour leur «compétence, intégrité et expérience», dans le but d'assurer le bon déroulement de cet examen national, en sus de la désignation d'un observateur au niveau de chaque centre pour «davantage de crédibilité» et «concrétiser, ainsi, le principe d'égalité de chances entre les candidats».

Par ailleurs, le même responsable n'a pas man-

qué de donner quelques conseils aux candidats consistant notamment à la «lire et à respecter les orientations» inscrites sur leurs convocations et de se rendre, préalablement, au lieu d'examen en vue d'éviter tout éventuel retard. Il leur a également recommandé de se munir de leur convocations et de leurs pièces d'identité pour justifier de leur identité à l'entrée du centre. Pour ce qui est des horaires, explique le responsable, l'ouverture des centres est prévue à 07h30, soit une heure avant le début des épreuves, les candidats devant se trouver à l'intérieur des salles d'examen une demi heure au moins avant le début de chaque épreuve. Les épreuves écrites débiteront le matin à 08h30, alors que celles de l'après-midi débiteront à 14h30. A ce propos, il a rappelé que «tout candidat arrivant après 08h00 (le matin) et après 14h00 (l'après-midi), est considéré comme retardataire avec l'inscription de son nom sur le registre, au niveau de l'entrée du centre de déroulement, réservé aux retardataires». «L'accès ou la sortie du centre sont formellement interdits à tout candidat après l'ouverture des enveloppes des sujets d'examen», a-t-il précisé, ajoutant que «l'élève est en droit de sortir une fois la moitié du temps de l'épreuve écoulé». Concernant les objets et téléphones portables, le même responsable a souligné qu'«une salle est dédiée au dépôt de tous les objets personnels des candidats et du personnel d'encadrement». Dans le cadre de la sécurisation du déroulement des examens officiels, le ministère de la

Justice a pris, en coordination avec les secteurs concernés, une batterie de mesures proactives pour prévenir et lutter contre les crimes de fraude et de fuite de sujets des examens, notamment les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication (TIC). La Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) a mis en place, dans le même cadre, une série de mesures et de procédures en vue d'accompagner les efforts de l'Etat pour assurer le bon déroulement des épreuves, à travers les 2.044 centres d'examen situés dans son territoire de compétence. Des patrouilles motorisées et pédestres ont aussi été mobilisées pour assurer la fluidité du trafic routier et faciliter la circulation, notamment dans les routes et les axes conduisant vers les centres de déroulement, outre les formations sécuritaires qui veillent à accompagner et sécuriser l'opération de transport des sujets et de remise des copies aux centres de collecte. De son côté, la Direction générale de la Protection civile (DGPC) a mis en place un dispositif opérationnel composé de 18.550 agents d'intervention, tout grade confondu, dédié à la prévention et à la sécurisation des candidats et du personnel d'encadrement en prévision des examens de fin de cycle moyen et secondaire. Ce dispositif sera renforcé avec 1.414 ambulances et 995 engins d'incendie. Les services de la Protection civile ont également effectué des visites à tous les centres d'examens pour s'enquérir du respect des normes de sécurité sur les lieux.

R. N.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

LE MINISTRE DE L'ENERGIE S'EST ENTRETENU AVEC SON HOMOLOGUE LIBYEN À VIENNE

Le retour de Sonatrach en Libye se précise

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab s'est entretenu avec son homologue libyen, Mohammed Aoun, à Vienne en Autriche, en marge des travaux de 186^e réunion de la Conférence de l'organisation des Pays exportateurs de pétrole (OPEP). En effet, il était une occasion pour évoquer les questions du renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays et surtout le retour de la Sonatrach en Libye.

Par Sirine R

Un entretien auquel ont pris part le P-DG du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, et le représentant de l'Algérie à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Achraf Benhassin. Selon des informations rapportées par des sites libyens, l'entretien a porté sur l'élaboration d'un planning de retour des entreprises algériennes, notamment Sonatrach, en Libye et du suivi des derniers développements dans le secteur pétrolier. Dans ce cadre, le ministre Mohamed Arkab a exprimé la volonté des entreprises algériennes de contribuer et d'investir dans le secteur pétrolier et gazier en Libye, et reprendre ses activités au niveau des blocs d'exploration que Sonatrach a décrochés précédemment. Les deux parties ont également abordé la coopération entre la Libye et l'Algérie, notamment l'exploration du gaz de schiste. Dans cette optique, le ministre libyen du Pétrole a mis en avant les perspectives de développement du secteur pétrolier et gazier en Libye et les pro-

grammes d'exploration pour la prochaine étape.

A cet égard, il a invité la partie algérienne à achever les travaux d'exploration, à développer sa découverte pétrolière et à contribuer dans les prochaines étapes. A l'issue de la rencontre, les deux parties sont convenues d'intensifier les efforts de communication et de coopération conjointe entre les deux pays.

Dans ce cadre, une délégation algérienne se rendra dans les prochaines semaines en Libye afin de rencontrer les responsables de la compagnie libyenne, National Oil Corporation, pour entamer le processus du retour du responsable de la filiale de Sonatrach en Libye. Une présence devant lui permettre de suivre le développement des opérations pétrolières en Libye et fixer un calendrier pour le retour de l'activité de Sonatrach. Il est à rappeler que la Sonatrach s'est retiré de Libye en 2014, au plus fort de la crise politique qui déchirait le pays et qui empêchait les opérateurs pétroliers de produire, car les combats étaient pour la plupart concentrés autour des bassins de production. Sonatrach annonçait son retour depuis plusieurs mois, mais ce n'est

qu'à travers la signature d'un accord en février 2022 qu'il est officiel.

En janvier 2022, Hakkar avait indiqué qu'il travaille avec ses partenaires libyens pour créer un environnement de travail sûr pour ses employés et ses équipements et a conditionné le retour de Sonatrach à l'apaisement total de la situation politique. En Libye, Sonatrach est présente dans le bassin de Ghadames, notamment les zones contractuelles 65 et 96/95 et le bassin de Murzuq. Le retour de Sonatrach représentera une bouffée d'oxygène pour un secteur pétrolier libyen qui a besoin de nouveaux investissements pour être plus performant. Toufik Hakkar a souligné que le groupe algérien avait « engagé d'importants investissements en matière de prospection de pétrole et de gaz » en Libye et qu'il n'allait pas « laisser ces découvertes sans développement ».

Depuis 2005, Sipex, filiale de Sonatrach, opère dans la région de Ghadamès, à environ 230 kilomètres au sud de Tripoli, même si l'exploitation du site a été des plus erratiques en raison du contexte sécuritaire et politique libyen.

ARTISANAT

350 milliards de DA de production en 2022

La contribution du secteur national de l'artisanat et des métiers au Produit intérieur brut (PIB) a été estimée à plus de 350 milliards de DA en 2022, a révélé, dimanche à Tipasa, le Directeur général de l'artisanat et des métiers au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Kamel Eddine Bouam.

"Facteur essentiel dans le développement local, l'artisanat est un secteur économique d'importance et créateur de richesses", a indiqué M. Bouam, en procédant, en sa qualité de représentant du ministre du secteur, à l'ouverture d'une rencontre régionale sur la carte professionnelle numérique de l'artisan.

En 2022, la Valeur ajoutée (VA) du secteur à l'économie nationale a été estimée à plus de 100 milliards de DA. "Un objectif inscrit au titre de la stratégie nationale du secteur du tourisme en Algérie, qui est rattaché à l'artisanat, à travers notamment le développement de l'entrepreneuriat et la promotion et commercialisation des produits", a-t-il ajouté.

Le DG de l'artisanat et des métiers a souligné, à ce titre, que des préparatifs sont en cours pour l'organisation du Salon international de l'arti-

sanat à Alger (Riad El-Feth) du 17 au 24 juin, "en vue d'assurer la réussite de cet événement de nature à promouvoir la destination Algérie".

Sur un autre plan, le même responsable a fait cas d'une démarche en cours au sein de son département ministériel, pour le "recensement de tous les produits de l'artisanat, en coordination avec l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), par la mise en place des procédures réglementaires de protection de ces produits".

Il s'agit, a-t-il expliqué, de la mise en place d'un "label de qualité et d'authenticité made in Algeria, englobant actuellement la dinanderie de Constantine, la poterie de Bider (Tlemcen), le tapis Babar de Khenchela et le tapis de Ghardaïa, dans l'attente d'élargir cette opération, à l'avenir, à la Kachabia de Messaïd (Djelfa), les bijoux de Beni Yenni et le tapis d'Ath Hichem (Tizi-Ouzou), et le couteau Bou-Saâdi (M'sila)".

A noter que le secteur national de l'artisanat compte plus de 442.000 artisans immatriculés, dont plus de

137.000 activant dans l'artisanat traditionnel, qui seront prochainement intégrés dans le Fichier national des artisans. Un fait qui permettra à chaque artisan algérien de se faire délivrer une carte professionnelle numérique comportant un numéro d'identification national (NIN), dans le cadre de la modernisation du secteur artisanal, a informé M. Bouam.

«Des préparatifs sont en cours en vue du lancement, prochain, de l'opération de délivrance de cartes professionnelles numériques au profit de plus de 442.000 artisans immatriculés, dont plus de 137.000 activant dans l'artisanat traditionnel», a indiqué M. Bouam, dans une déclaration à la presse en marge de la dernière rencontre régionale qu'il a supervisée en sa qualité de représentant du ministre de tutelle, au titre des préparatifs de cette opération, après les réunions de Mostaganem et Biskra.

M. Bouam s'est félicité à ce titre, que les «efforts consentis durant toute une année de travail dans le cadre de ce projet, inscrit au titre de la modernisation du secteur touristique, puissent aboutir à la délivrance d'une carte artisanale numérique», qui

intégrera pour la première fois, le «numéro d'identification nationale (NIN), en plus de deux codes électroniques, le Code à réponse rapide (QR-Code) et le Code barre».

Vantant les avantages de cette carte numérique future, il a souligné qu'elle va fournir des données précises, de nature à permettre une meilleure identification des artisans, tout en facilitant leurs tâches, notamment lors de leurs déplacements à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Cette carte sera, également, d'une grande contribution dans l'éradication de la bureaucratie, tout en fournissant des statistiques sur l'activité des artisans. Elle constituera un trait d'union entre l'artisan et les services du ministère de tutelle, car elle sera automatiquement reliée au fichier national des artisans. Les directeurs des Chambres d'artisanat et des métiers (CAM) des wilayas concernées ont pris part à cette journée de formation destinée à l'explicitation des procédures d'élaboration et de délivrance de la carte professionnelle numérique de l'artisan, selon M. Bouam.

Synthèse R E

UN AN APRÈS
LA SUSPENSION DU TRAITÉ
DE PAIX ET DE COOPÉRATION
PAR L'ALGÉRIE

L'économie espagnole frappée de plein fouet

Depuis que l'Espagne a mis fin à sa neutralité sur le Sahara occidental, ses exportations vers l'Algérie ont baissé de plus de 80%. Les échanges commerciaux ont pratiquement cessé à l'exception du gaz et du pétrole. L'Italie et la France en ont profité pour combler le vide.

La rupture avec la neutralité affichée par Madrid depuis des décennies sur le Sahara occidental coûte cher à l'Espagne. Il y a un an, Alger a suspendu le traité de paix, de bon voisinage et de coopération, ce qui a pratiquement mis un terme à tous les échanges commerciaux entre les deux pays.

Les exportations espagnoles vers l'Algérie ont chuté de 80% et 129.475 entreprises espagnoles ont cessé d'avoir des accords commerciaux avec l'Algérie.

Entre juin 2022 et mars 2023, les exportations de Madrid vers l'Algérie se sont élevées à un montant dérisoire de 213 millions de dollars contre 1,6 milliard entre juin 2021 et mars 2022, indique le site d'information Middle East Eye en se référant aux dernières données du ministère espagnol de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

Madrid a jugé la situation à tel point alarmante qu'il s'est adressé à l'Union européenne, lui demandant de mettre en place un mécanisme d'aide aux entreprises espagnoles les plus affectées. Marin Orriols, directeur de la branche internationale de la chambre de commerce de Barcelone, déplore que l'Italie et la France n'ont pas tardé à profiter de la situation.

Selon le site d'information, la région de Valence, qui représentait avec la Catalogne plus de la moitié des exportations vers l'Algérie sont particulièrement affectées. Des produits tels que la viande bovine, la céramique, le papier et les pièces détachées constituaient les principales formes de commerce pour les entreprises espagnoles en Algérie. Selon la chambre de commerce de Barcelone, le vide a été comblé par la France, l'Italie et le Portugal.

La rupture de la neutralité sur le Sahara occidental et, donc, le revirement vers le Maroc, serait "indispensable pour protéger la sécurité des Espagnols (...), en premier lieu (grâce) à la lutte contre l'immigration irrégulière" face à une crise migratoire qui submergerait les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, situées sur le littoral méditerranéen du royaume chérifien. Pour l'Onu, le Sahara occidental, contrôlé à 80 % par le Maroc, est un territoire non autonome.

Synthèse R I/ Agence

BAD

Un don d'1 million \$ pour des entreprises dirigées par des femmes au Sahel

Le Fonds fiduciaire pour l'égalité des sexes de la Banque africaine de développement accorde un don de 950 000 dollars au Programme de promotion des liens d'affaires pour les petites et moyennes entreprises d'Afrique au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, en Mauritanie et au Niger. Ce don, qui vient compléter un don antérieur de 3,9 millions de dollars de la Facilité d'appui à la transition de la Banque, devrait permettre de soutenir 1 400 entreprises dirigées par des femmes et contribuer à la résilience économique et à la cohésion sociale de la région du Sahel.

Le Fonds fiduciaire pour l'égalité des sexes appuie la mise en œuvre et l'extension du programme Affirmative Finance Action for Women in Africa (AFAWA) de la Banque. AFAWA vise à combler le déficit de financement de 42 milliards de dollars lié au genre, dont pâtissent les entreprises africaines dirigées par des femmes, en promouvant des opérations de prêt et des opérations hors prêt qui s'avèrent transformatrices en termes de genre.

« Nous sommes ravis d'étendre l'impact de ce programme qui va profiter à plus d'un millier d'entrepreneuses dans la région du Sahel », a déclaré Malado Kaba, directrice du Genre, des Femmes et de la Société civile à la Banque. « Nous sommes convaincus que l'inclusion des femmes dans le développement économique est l'une des clés de la construction de sociétés africaines résilientes. Le large éventail de formations et de services d'accompagnement liés aux affaires que propose le programme outre améliorer l'accès au financement va grandement contribuer à atteindre cet objectif », a-t-elle ajouté.

Les entrepreneuses de la région du Sahel sont confrontées à d'importants obstacles en matière d'accès au financement, aux marchés et aux services de développement des entreprises. Le Programme de promotion des liens d'affaires pour les petites et moyennes entreprises en Afrique leur procurera les outils et les ressources dont elles ont besoin pour surmonter ces obstacles et faire croître leurs entreprises. Il contribuera également à accroître la productivité et les opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes femmes et hommes, en offrant notamment un renforcement des capacités en matière d'entrepreneuriat, de fonctions commerciales de base et de formation à la gestion.

Agence

FONDS ALGÉRIEN DES START-UP

Augmentation du capital dans les prochains jours

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid a annoncé, avant-hier à Alger, qu'une augmentation du capital du Fonds algérien des start-up sera opérée, dans les prochains jours, pour répondre aux demandes de financement.

Synthèse R.E.

« **L**e capital du Fonds algérien des start-up sera augmenté, dans les prochains jours, pour mieux répondre aux demandes de financement émanant des start-up », a précisé le ministre, dans une allocution à l'occasion de la journée d'études sur « le financement et l'accompagnement bancaire des projets d'investissement » organisée par l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI) en collaboration avec l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF). Depuis sa création, le Fonds a connu « une intense activité », a rappelé le ministre, soulignant que la diversification de l'économie nationale « nécessite des moyens de financement variés et adaptés à la nature des activités et de l'investissement en matière d'innovation », a-t-il fait savoir.

Le Fonds a été créé en octobre 2020 par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises en coopération avec les six banques publiques avec un capital de 1,2 milliard DA.

Le Fonds offre plusieurs possibilités de financement en fonction de la nature de la startup concernée à savoir un financement à hauteur de 5 millions DA (plafond maximal) pour les start-up en début d'activité, un financement aux entreprises en activité à hauteur de 20 millions DA en sus d'un autre financement de 150 millions DA (plafond maximal) pour les grandes entreprises.

Le financement se fait dans le cadre d'une approche purement économique qui n'exige pas d'intérêts pour les Start-up mais les considère comme partenaires dans le capital risque.

Il a également fait savoir que les micro-entreprises (comptant moins de 10 employés) représentaient 7% du nombre total des entreprises en Algérie, soit une moyenne de 25 entreprises créées pour 1000 Algériens, tandis que la moyenne mondiale est de 45 entreprises pour 1000 citoyens.

Il faudra, donc, « rattraper le retard en encourageant l'entrepreneuriat, notamment au sein des universités, en facilitant la création d'entreprises », a-t-il souligné. Il a par ailleurs annoncé « le lancement de centres d'entrepreneuriat au niveau des universités dans les prochains jours, en vue de former les futurs porteurs de projets et réduire le taux d'échec des entreprises créées ».

Par ailleurs, le Délégué général de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF), Rachid Belaïd a affirmé que le volume des financements apportés par le système bancaire algérien au cours des trois dernières années a atteint 2300 milliards DA.

Il a précisé que la validation des dossiers de financement est liée à nombre de critères, notamment la présentation d'un projet minutieusement étudié, ainsi que l'historique de la relation de l'établissement avec la banque auprès de laquelle la demande de financement a été déposée, a-t-il soutenu.

Et de relever l'importance de la finance islamique comme nouvelle formule de financement en Algérie, rappelant que le

nombre de guichets de ces produits bancaires a atteint, au 30 avril dernier, quelques 595 unités à l'échelle nationale. Pour sa part, le président de l'ABEF, Lazhar Latreche a affirmé que le secteur de l'investissement en Algérie "a connu une grande avancée au cours des deux dernières années", affirmant que "les banques et les établissements financiers continueront à diversifier leurs produits pour accompagner les projets d'investissement, l'objectif étant le développement de l'économie nationale".

Le Directeur général de la Banque nationale d'Algérie (BNA), Mohammed Lamine Lebbou a, quant à lui, souligné que la Banque algéro-sénégalaise, et les autres banques algériennes qui seront ouvertes à l'étranger, joueront "un rôle important" dans l'accompagnement des investisseurs algériens, mettant l'accent sur l'importance de la finance islamique, une alternative au financement classique.

De son côté, le président de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP) et PDG du groupe "Madar", Charaf Eddine Amara s'est dit optimiste de voir les nouveaux textes juridiques, notamment la loi monétaire et bancaire, contribuer à l'élimination de certaines problématiques relatives au financement des projets d'investissement.

Le financement des projets d'investissement, estime M. Amara, représente la préoccupation de la majorité des investisseurs, compte tenu des capacités "insuffisantes" d'autofinancement, faisant observer qu'il était important que l'investisseur présente, à la banque, un projet étudié de manière scientifique et globale.

D'UNE VALEUR GLOBALE DE PLUS DE 31 MILLIARDS DE DA

505 opérations de crédits garanties par la CGCI PME

« **L**a Caisse de garantie des crédits d'investissement PME (CGCI PME) a accordé en 2022 des garanties, hors secteur agricole, pour plus de 31 milliards de dinars (mds DA) de crédits, contre 20 mds DA en 2021, a indiqué le directeur général de cette institution, Samir Medjkane.

"Au titre de l'exercice 2022, la caisse a garanti 505 opérations de crédits d'une valeur globale qui dépasse les 31 milliards de dinars. Par rapport à l'exercice antérieur, une augmentation de 57% en valeur des crédits garantis a été enregistrée", a déclaré M. Medjkane à l'APS.

Cette évolution résulte de l'accroissement des crédits sollicités par les entreprises opérant notamment dans l'industrie, le BTPH et le transport, de l'action commerciale de la CGCI envers les banques et ses efforts fournis pour écourter les délais de traitement des dossiers.

Entrée en activité en 2006, la caisse est spécialisée dans l'octroi de la garantie financière aux banques, qui paient

une prime (0,5% du montant du crédit), pour couvrir une grande part du risque qu'elles prennent sur le financement des PME en cas de non remboursement. C'est un dispositif qui vise à conforter les banques dans la prise de risque.

Selon le directeur général de la CGCI, cette dernière a accordé des garanties cumulées pour 4300 projets d'investissement l'équivalant de plus de 180 mds DA depuis sa création et jusqu'à fin 2022. Interrogé sur les indemnités consenties à la suite des sinistres de crédits, ce responsable a fait savoir qu'elles ont totalisé 1,6 md DA au cours de l'année écoulée, précisant néanmoins que ce montant couvre aussi en partie des exercices précédents. "Ces dernières années, surtout avec la crise sanitaire de Covid-19 et ses répercussions, le taux de sinistralité a augmenté de 5 à 9%", a expliqué le DG de la CGCI, précisant que "les difficultés de certaines PME surviennent au stade de création, plus particulièrement dans le secteur du bâtiment".

En effet, en cas de sinistre d'un crédit garanti, la caisse indemnise la banque à hauteur de 60% pour un crédit d'investissement ou 80% lorsqu'il s'agit d'un crédit de création d'activité.

Avec un capital social de 20 mds DA, la CGCI est détenue à 60% par le Trésor public alors que les 40% restantes sont réparties entre six banques publiques (CPA, BDL, BNA, BEA, BADR et CNEP).

La caisse, qui garantit les crédits accordés aux PME mais aussi aux toutes petites entreprises (TPE), gère également pour le compte du Trésor public un Fonds de garantie agricole (FGA) en collaboration avec la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), rappelle M. Medjkane.

Doté de 20 mds DA, ce Fonds permet de garantir les financements accordés par la BADR (crédits Rfig, Rfig fédératif et Ettahadi).

En 2022, la CGCI a garanti quelque 12.000 dossiers de crédits agricoles pour un montant total des crédits BADR garantis de 16 mds

DA, alors que les indemnités ont totalisé 148 millions DA.

La CGCI qui agit comme accélérateur de l'octroi de crédits aux PME, offre sa garantie aussi bien aux banques actionnaires qu'aux établissements de crédit spécialisés et les sociétés de crédit-bail (leasing).

S'exprimant, d'autre part, sur le plan de transformation digitale de la CGCI, son directeur général a annoncé la mise en ligne "avant fin juin" d'une plateforme web permettant de dématérialiser les flux de souscription à la garantie et les déclarations de sinistres et en faciliter l'accès aux banques et établissements financiers partenaires qui sont au nombre de 13. Ce "Portail extranet de garantie" donnera la possibilité aux banques d'avoir "un gain de temps dans la gestion et le suivi des opérations et un échange en temps réel de documents réglementaires liés à la souscription à la garantie et à l'indemnisation", a-t-il détaillé.

RELANCE ÉCONOMIQUE

Il faut passer à la vitesse supérieure

L'Algérie a tout entrepris pour réussir sa transition économique. À commencer par assainir son climat des affaires, la promulgation de lois et décrets facilitant l'investissement. Pourtant, si les investisseurs sont présents, certains estiment qu'il faut passer à la vitesse supérieure et régler définitivement l'épineux problème du foncier.

Par Réda Hadi

Un problème soulevé par le Vice-président de la CAPCI (confédération algérienne du patronat citoyen) qui a estimé chez des confrères, qu'il faut tout de même mettre en confiance les investisseurs et encourager ceux porteurs de richesse à l'export. Pour ce responsable de la Capci, atteindre la croissance, c'est un défi majeur en ce sens qu'il faut accélérer la cadence de l'investissement qui a de la valeur et créateur d'emploi nécessaire à notre économie surtout avec la promulgation de tous les textes de loi pour favoriser le climat des affaires et donner un coup de pouce à la relance économique. Effectivement, tous s'accordent à dire que l'investissement en Algérie, s'il ne marque pas le pas, n'a pas atteint une vitesse suffisante, pour faire de notre pays, un réceptacle d'IDE. D'autres spécialistes mettent en avant, les spécificités algériennes

concernant la bureaucratie, et le paradigme du travail. Et pourtant, notre pays n'arrive pas à capter les investissements à la hauteur des attentes. De plus, des enquêtes d'anthropologues ont mis en relief que la valeur du travail est toute relative chez nous, et qu'elle résulte des années de dirigisme et de fonctionnariat. Si avec l'ouverture de l'économie, les choses différentes, il n'en demeure pas moins que les séquelles restent. Par ailleurs, d'autres précisent aussi que l'année 2023 sera marquée par des flux d'investissement étrangers en Algérie et l'augmentation du volume des projets d'investissement, grâce aux facilitations et mesures attractives contenues dans la nouvelle loi sur l'investissement. L'Algérie figure parmi les pays qui jouissent de la stabilité et de l'attractivité dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, car le climat des affaires et l'environnement des investissements sont plus attractifs, par rapport à de nombreuses économies. Et pourtant, notre pays n'arrive pas à capter les investissements à la hauteur

des attentes. Aucun investisseur ou fonds d'investissement étranger ne peut accepter d'investir dans un pays sans examiner les tendances, les perspectives d'avenir, les capacités et les potentiels du marché et évaluer les opportunités et les risques. Ce à quoi le vice-président de la Capci estime que tous les grands chantiers (législatifs, ndlr) ont été faits et il reste à répertorier les potentiels dont dispose l'Algérie dans le sillage de diversifier son économie afin de sémanciper de l'économie de la rente. L'amélioration du climat des affaires, dit le vice-président de la CAPCI, a impacté le monde de l'investissement avec des textes cadres concernant la relation avec les banques, avec la monnaie et le crédit, la valorisation des investissements et leur redynamisation sur le marché algérien », sans omettre, selon lui, l'épineux problème qui handicape la relance : l'accès au foncier, en l'occurrence, en voie de règlement pour être opérationnel d'ici à la fin de l'année en cours. « Lequel dossier permettra, en

définitif, à mettre en confiance les investisseurs pour se mettre à créer de la richesse et de l'emploi pour tous les Algériens », souligne-t-il. Et par souci d'efficacité, il estime qu'« au-delà de l'achèvement de ces grands chantiers, il y a un travail à faire sur nous-mêmes », appelant le gouvernement à se pencher sur « le ciblage économique ». Et d'expliquer qu'il s'agit de « déterminer quelles sont, filière par filière, permettant potentiellement à l'Algérie d'avoir un retour d'investissement pour les accompagner à l'export ». S'agissant du travail d'identification, proprement dit, il admet que « la bataille est rude, car chacun va essayer de défendre son secteur », invitant le gouvernement à « faire ce travail à la base d'informations recueillies sur le terrain ». « Le gouvernement doit avoir un objectif financier très clair pour permettre aux filières véritablement porteuses de richesse pour qu'on puisse aller rapidement vers une politique d'exportation », suggère-t-il.

PROARCHIVE SOLUTIONS

Lancement d'une formation sur la GED/ECM, du 06 au 08 juin, à Alger

PROARCHIVE Solutions, lance, du 06 au 08 juin, à Alger, une formation sous le thème « Les clés de la réussite d'un projet GED/ECM », a-t-on appris dans un communiqué adressé à notre rédaction. La formation est encadrée par Zakia Sadou, formatrice-experte en solutions GED, et Manel Hanifi, experte en conseil et accompagnement pour la transformation digitale. Une occasion inespérée pour s'y imprégner. La même source a souligné l'importance de s'inscrire à la formation GED/ECM. « Tout d'abord, il faut souligner que la formation s'inscrit dans le cadre du plan d'action stratégique de PROARCHIVE Solutions, contribuant à la transformation digitale des entités économiques, publiques et privées, et même institutionnel. D'ailleurs, l'un

des projets les importants qu'assure actuellement PROARCHIVE Solutions est l'étude pour la numérisation du fond documentaire de la Bibliothèque Nationale d'Algérie, et dont la finalité est la conservation du fond culturel au profit des générations futures», précise-t-elle. La formation de PROARCHIVE Solutions, est, donc, une opportunité pour réduire les dépenses relatives à l'achat du papier ; se mettre au diapason en matière de digitalisation et atteindre les objectifs requis en traitement et archivage physique des documents. Les intéressés à cette formation peuvent s'inscrire via l'adresse suivante : <https://tinyurl.com/bddu5nsh> Il est à rappeler que PROARCHIVE Solutions est une société leader de la digitalisation des process, de la numéri-

sation en masse et traitement physique des documents, basée à Hassi Messaoud, dans la wilaya d'Ouargla, au Sud de l'Algérie. PROARCHIVE Solutions, a été fondée en 2018 par Manel Hanifi, qui est en même temps la directrice générale, détentrice du diplôme d'ingénieur en informatique (major de promo) option Intelligence Artificielle, en 2008. Fort d'une expérience avérée dans la gestion des documents engineering, PROARCHIVE Solutions est un accompagnateur fidèle et consciencieux des entreprises activant dans le secteur énergétique, dont certaines sont déjà en phase de réalisation de projet en EPC (Engineering, Procurement and Construction).

Par S R.

RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE

Le rôle des étudiants souligné

Un séminaire national sur "Le rôle des étudiants dans la révolution technologique et leur adhésion au processus d'édification de l'Algérie nouvelle", a été organisé samedi, à l'université des Sciences et Technologies Houari-Boumediene (USTHB) à Bab Ezzouar (Alger). Intervenant à cette occasion, le recteur de l'USTHB, Djamel Eddine Akretche a affirmé que les étudiants étaient "la force motrice pour avancer en matière de développement technologique et d'intégration dans le monde de la révolution numérique", soulignant que l'Etat "a placé l'université au cœur des préoccupations et a fait de l'étudiant la locomotive du développement". M. Akretche a aussi appelé les étudiants à "veiller à acquérir davantage de savoir et de connaissances, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la robotique et des énergies renouvelables".

De son côté, le Secrétaire général de l'Union générale des étudiants libres (UGEL), Ryad Boukhalla a souligné que l'année en cours connaissait "une véritable amorce en matière de développement technologique, à travers l'adoption par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique d'une politique encourageant les innovations et les start-up en vue de faire de l'université la locomotive du développement". A ce propos, le président de l'Observatoire national de la Société civile (ONSC), Nouredine Benbraham a mis en exergue l'importance de l'intérêt des étudiants pour l'acquisition des connaissances et des technologies qui leur permettent d'améliorer leurs capacités scientifiques et de contribuer à la construction de la société.

R E.

OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT

Plus de 800 sites inondables recensés au niveau national

Le directeur de l'exploitation à l'Office national de l'assainissement, Salah Lahlah, a révélé ce dimanche que la stratégie nationale de prévention des risques d'inondation a permis de recenser plus de 800 sites inondables sur le territoire national.

Il a affirmé que « ces zones, classées selon le degré de leur dangerosité, ont été identifiées grâce à l'utilisation de technologies modernes, en coordination avec l'Agence Spatiale Algérienne, ainsi que le travail de terrain mené par les services de l'Office National de l'assainissement en coordination avec de nombreux secteurs. Le même responsable a ajouté: « Ces points noirs, en cas de perturbations météorologiques, sont gardés en prévision de toute urgence, notamment en cas d'émission de bulletins météorologiques spéciaux » Il a également expliqué que « les changements climatiques et le réchauffement climatique ont joué un rôle majeur dans les récentes inondations qui ont frappé de nombreuses villes algériennes ».

Il a souligné que « ce phénomène ne se limite pas à l'Algérie seulement, mais a également touché de nombreux pays du monde, provoquant des déséquilibres climatique et des fluctuations dans les saisons ». « Il est devenu nécessaire de prendre des mesures pour faire face à ces dangers, dans le but d'en réduire la gravité », a-t-il ajouté.

R E.

BOUIRA

Cinq nouveaux réservoirs de stockage d'eau à Ath Laâziz (DRE)

Des travaux de réalisation de cinq réservoirs de stockage d'eau potable ont été lancés dans la commune d'Ath Laâziz (Nord-est de Bouira) pour alimenter plusieurs villages, a-t-on appris jeudi auprès des services de la direction des ressources en eau (DRE).

"Les réservoirs d'une capacité allant de 100 à 300 M3, sont destinés à alimenter les villages de Oualiyine, Béni Fouda, Tikesrai, Zekara et Chekkouh", a expliqué à l'APS le DRE, Abdelkrim Smail, qui a précisé que le coup d'envoi des travaux de réalisation des réservoirs avait été donné mercredi lors d'une visite du wali Abdelkrim Laâmoury dans cette région.

Les cinq villages, situés sur la partie nord-ouest du chef lieu communal d'Ath Laâziz, comptent près de 8000 habitants et connaissent un manque en matière d'alimentation en eau potable, selon le même responsable.

Ces localités sont alimentées un (1) jour sur trois (3) voir sur six (6) à partir du barrage de Tilesdit.

Les populations locales se sont plusieurs fois plaintes de ce problème qui risque de perdurer notamment avec l'arrivée de l'été.

"L'eau n'arrive qu'une fois par semaine, d'où la nécessité de réaliser ce projet afin de renforcer l'alimentation en eau potable", a estimé Amar, un des citoyens de Chekkouh.

Au cours de sa visite dans cette commune, le wali a donné de fermes instructions aux responsables concernés afin de parachever les travaux de ce projet inscrit depuis 2018 et rattraper le retard accusé, dans un délai de quatre mois. L'enveloppe financière allouée pour la réalisation de cette opération est de l'ordre de 30 millions de dinars, a précisé le DRE qui a rappelé que d'autres projets avaient déjà été lancés dans la commune d'Ath Laâziz afin de renforcer son approvisionnement en eau potable. Il s'agit, selon M. Smail, d'un projet de réalisation d'une station de pompage lancé depuis 2019, mais qui a connu un arrêt à cause d'une opposition de citoyens.

"Cette opposition a été levée et les travaux ont atteint un taux d'avancement de 85 %", a-t-il encore précisé.

"Le montant de ce projet est estimé à plus de 15 millions de dinars, et cette station de pompage alimentera, une fois opérationnelle, quatre villages de la commune d'Ath Laâziz", a détaillé le même responsable. Un autre projet porte sur la réalisation de deux réseaux d'alimentation et de deux réservoirs de 300 et 400 M3, desservira les localités de Habes et Berber à Ath Laâziz. "Le taux d'avancement des travaux est de 30 %", a-t-il précisé.

BISKRA

Les exportateurs de dattes à la conquête de nouveaux marchés internationaux

Les exportateurs de dattes de la wilaya de Biskra ont réussi à conquérir de nouveaux marchés internationaux, sur différents continents, a appris l'APS auprès du directeur de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Ziban, Tarek Benabderrahmane.

Ce produit national a pu atteindre, pour la première fois, de nouveaux marchés étrangers tels que l'Australie, l'Indonésie, le Bangladesh et l'Azerbaïdjan, ainsi que le Congo, l'Angola, le Sénégal et le Ghana, en plus des marchés "traditionnels" que sont la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, le Canada, la Mauritanie et les Emirats arabes unis, selon Tarek Benabderrahmane. Ce responsable a souligné qu'au moins 314 opérations d'exportation ont été réalisées au niveau de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Ziban, en dehors des opérations similaires effectuées sous l'égide de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), notamment vers les pays arabes.

M. Benabderrahmane a jugé la part des dattes exportées au cours des cinq premiers mois de 2023 (plus de 30.000 quintaux) "considérable" et elle devrait, selon lui, doubler à la fin de cette année, étant donné que la courbe des quantités exportées de dattes évolue positivement, chaque année, en raison de la demande croissante, les quantités exportées s'étant élevées à 52.000 qx en 2022 et à 36.000 qx en 2021.

Dans le même ordre d'idées, Azzedine Ghazal, propriétaire de l'entreprise éponyme spécialisée dans le conditionnement et l'exportation de dattes, située dans la commune d'Ourlal, a assuré que les consommateurs d'un certain nombre de pays d'Amérique latine, en particulier l'Argentine et le Brésil, se sont familiarisés avec les dattes algériennes, y compris Deglet Nour, conditionnée par l'entreprise Ghazal.

Le transfert de Deglet Nour, ainsi que d'autres variétés comme la datte blanche et les produits dérivés de dattes vers cette entreprise, a fait que la datte algérienne a atteint l'Asie de l'Est et l'Azerbaïdjan par l'intermédiaire de fournisseurs d'épices qui, à leur tour, ont exporté des dattes vers ces marchés. Il a également déclaré que son entreprise, qui exporte des dattes "directement" ou "par l'intermédiaire d'autres négociants", a commercialisé à l'international, cette saison, des quantités supérieures à deux mille (2.000) quintaux de variétés diverses, vers la France, l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, tandis que ces produits sont parvenus, via des intermédiaires et des exportateurs, qui se sont approvisionnés auprès de l'entreprise, pour les faire parvenir dans les marchés d'autres pays du continent



asiatique tels que la Malaisie, l'Azerbaïdjan, l'Indonésie, et des pays africains comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire et la Mauritanie. Pour sa part, le responsable de "Tolga El Baraka", une société familiale spécialisée dans la production d'emballages alimentaires en plastique et en polystyrène thermoformé, M. Ali Manaâ, a indiqué que l'exportation de dattes vers de nouveaux marchés traduit la volonté de l'exportateur algérien de faire parvenir des produits nationaux vers les régions les plus éloignées.

Il a également souligné que son entreprise a pu pénétrer, cette saison, le marché malaisien avec une part de 40 tonnes, en plus de l'exportation d'environ 1.800 tonnes par an de dattes et de leurs dérivés vers la France, l'Allemagne, la Suède et l'Italie.

Une infrastructure solide pour pérenniser les nouveaux espaces d'exportation

Le positionnement des dattes algériennes sur les marchés mondiaux est l'objectif principal assigné par les différents acteurs du domaine, car permettant de commercialiser le produit national "à sa valeur réelle" et de veiller à empêcher sa "stagnation". Il s'agit également de contribuer aux performances de l'économie nationale dans divers secteurs, et d'assurer des revenus supplémentaires hors hydrocarbures, a encore souligné le directeur de la CCI des Ziban.

La présence d'une infrastructure solide dans la wilaya de Biskra, illustrée par un terminal de fret à l'aéroport, ainsi que par des centaines de chambres froides et des dizaines d'entreprises spécialisées dans l'emballage, le

conditionnement et le traitement des dattes, a contribué à la véritable "percée" des exportations du produit national "sans préjudice de la qualité du produit et de ses spécificités", selon M. Benabderrahmane.

Ce responsable commercial a souligné, à cet égard, que les dattes algériennes ont maintenu le rythme qui leur permet d'être présentes, chaque saison, en qualité et en quantité, et de répondre ainsi aux commandes "sans le moindre déséquilibre pouvant mettre à mal sa commerciabilité".

Il a également souligné que cette infrastructure "forte" qui permet de fournir des marchandises prêtes à l'exportation, s'accompagne d'une farouche volonté de professionnels, notamment au niveau local, qui se sont engagés dans des opérations d'exportation et ont contribué, avec l'appui des autorités compétentes, à identifier et à surmonter les obstacles pour promouvoir l'exportation et répondre aux préoccupations soulevées, en particulier dans le domaine du transport terrestre vers les marchés africains. Les dattes algériennes, qui se caractérisent par une qualité et une compétitivité élevées, et dont la commercialisation n'est pas affectée par la conjoncture mondiale, peuvent maintenir les nouveaux marchés qu'elles ont conquis grâce aux efforts concertés de tous les intervenants, en particulier les exportateurs qui bénéficient d'avantages particuliers, notamment ceux liés aux capacités financières et aux certifications de qualité pour faire face à la concurrence, a noté la même source.

RÉSEAU DE LA FIBRE OPTIQUE À ORAN**Début de raccordement de plus de 15.000 logements du pôle urbain « Ahmed Zabana »**

Les services de la Direction opérationnelle d'Algérie Télécom d'Oran ont entamé, une importante opération de vente de proximité pour le raccordement de plus de 15.000 logements du pôle urbain « Ahmed Zabana » à Misserghine au réseau de la fibre optique à haut débit.

Cette opération, dénommée « The Big Day » (Le grand jour), la plus importante du genre à Oran, entre dans le cadre des efforts d'Algérie Télécom visant à raccorder l'ensemble de ses clients dans la wilaya à ce réseau (FTTH) haut débit dans les « meilleurs délais », a indiqué à l'APS, le directeur opérationnel d'Algérie Télécom d'Oran, Bounihi Bouabdallah. L'ensemble des moyens matériels et humains et pratiquement toutes les équipes techniques d'Algérie Télécom ont été mobilisés pour la réussite de cette opération qui s'étalera sur trois jours, période durant laquelle il sera procédé à la vente des lignes de téléphonie et le raccordement au réseau de la fibre optique sur plus de 15 points de vente, répartis à travers le pôle urbain, outre le déploiement d'une unité mobile. Une fois l'opération « The Big Day » achevée, ce pôle urbain qui

abrite environ 30.000 habitants, sera raccordé de manière définitive au réseau de la fibre optique, à l'exception de quelques immeubles dont l'opération de raccordement aura lieu, prochainement, a ajouté le même responsable, faisant observer que des mini-opérations du même genre ont été effectuées auparavant. L'abonné au réseau de la fibre optique bénéficiera de plusieurs services dont l'internet haut débit qui peut aller jusqu'à 300 mégas et les communications de la téléphonie fixe seront offertes gratuitement. En revanche, l'abonné est appelé à verser une somme de 4.450 DA pour pouvoir bénéficier, d'un Modem et de l'installer à domicile.

Le choix de la date de lancement de cette importante opération a coïncidé avec la Journée internationale de l'enfance célébrée avec les enfants de ce quartier, où des jeux ont été installés et des activités récréatives et éducatives ont été programmées tout au long de ces trois jours, selon le responsable de l'information et de la communication de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom à Oran, Faïza Slimani Zoubir.

SUR LA BIODIVERSITÉ MARITIME EN HAUTE MER

Comment l'Afrique tire t'elle profit du nouveau traité historique

Le traité oblige les États à adopter des mesures de conservation des océans avec un partage juste et équitable des bénéfices.

Michael Imran Kanu (*)

Le 4 mars 2023, après 36 heures de négociations finales intenses, l'ambassadrice de Singapour Rena Lee et le président de la Conférence intergouvernementale sur un instrument international juridiquement contraignant dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS) sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (BBNJ), ont déclaré que le "navire a atteint le rivage".

L'annonce de l'ambassadeur Lee indiquait qu'un accord avait été conclu sur le texte d'un traité historique sur la biodiversité marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale, également connu sous le nom de "traité sur la haute mer". Il s'agit d'un triomphe significatif du multilatéralisme, qui conclut un processus de 20 ans, dont une décennie de négociations.

Le traité BBNJ comprend des règles relatives à la gestion de la vie marine, à la réalisation d'études d'impact sur l'environnement et à la création de zones marines protégées en haute mer.

Le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a donné le ton dès le début de la conférence à New York. "Notre océan est sous pression depuis des décennies [...] [et nous] ne pouvons plus ignorer l'urgence océanique", a déclaré M. Guterres.

Il a conseillé aux délégués de faire un "grand pas en avant pour contrer ces tendances destructrices et faire progresser la santé des océans pour les générations à venir. Ce traité peut assurer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine de plus des deux tiers de notre espace océanique vital".

Le rôle du groupe africain

Étant donné que les États africains n'ont guère accès à la haute mer et qu'ils n'ont pas d'activités directement liées aux ressources génétiques marines (RGM), pour quoi l'accord BBNJ est-il important pour l'Afrique ?

Le groupe de négociateurs africains a joué un rôle important dans l'accord BBNJ, influençant certaines de ses dispositions substantielles, en particulier sur les ressources génétiques marines, y compris le partage juste et équitable des bénéfices.

Tout au long des négociations, le groupe africain a souligné l'importance d'un cadre global et holistique pour l'adoption de mesures de conservation et la garantie de l'équité dans l'utilisation durable des ressources océaniques.

Le groupe a ancré sa position dans le principe de droit international du patrimoine commun de l'humanité, qui établit que les ressources de certaines localités appartiennent à l'ensemble de l'humanité, y compris aux pays en développement.

Si l'accent a été mis sur le partage juste et équitable des avantages tirés des ressources biolo-

giques marines des zones situées au-delà de la juridiction nationale, il est tout aussi important d'assurer la durabilité des océans pour les générations actuelles et futures, conformément à l'objectif 14 du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'espoir d'un océan sain

L'accord BBNJ ravive l'espoir d'un océan, d'une planète et d'une vie humaine en bonne santé. L'accès aux ressources océaniques aidera les États africains à lutter contre la faim et la pauvreté et à favoriser le développement socio-économique.

Certains craignaient que les États africains soient exclus de l'accès aux ressources océaniques et qu'un traité obligeant les États à adopter des mesures de conservation sans un partage juste et équitable des bénéfices aurait été injuste. Heureusement, le BBNJ a répondu à ces préoccupations.

En ce qui concerne les RGM, le groupe africain a atteint son objectif en garantissant que les activités liées aux RGM profiteront à tous, notamment en faisant progresser les connaissances scientifiques.

L'accord prévoit la mise en place d'un système de notification afin de rendre les informations disponibles par l'intermédiaire d'un centre d'échange à chaque étape de l'accès aux RGM.

Il existe une obligation de partager de manière juste et équitable les avantages monétaires et non monétaires, et pour les pays développés de faire des paiements initiaux pour financer le renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'accord dès son entrée en vigueur. Cela permettra de réduire les contraintes financières pesant sur les États africains.

Afin de promouvoir les connaissances scientifiques, les dispositions de l'accord BBNJ s'étendent aux MGR et aux informations de séquence numérique (DSI) collectées ou générées avant l'entrée en vigueur de l'accord, sauf si un État déclare qu'il en est autrement. Néanmoins, l'accord permet aux scientifiques africains d'accéder à d'anciens échantillons issus de la recherche scientifique marine et à des échantillons collectés dans le cadre de la BBNJ.

Pour un jeune scientifique africain, l'accord BBNJ est l'occasion de participer à des projets de recherche et d'accéder à des échantillons, à des bases de données, à des dépôts et à des informations sur les séquences numériques. Un autre progrès est la mise en place d'un système complet d'outils de gestion par zone (ABMT), avec des réseaux de zones marines protégées écologiquement représentatives et bien reliées entre elles.

L'adoption de mesures de conservation et de gestion permettra de protéger, de préserver, de restaurer et de maintenir la biodiversité et les écosystèmes qui contribueront à la sécurité alimentaire de l'Afrique et à la réalisation d'autres objectifs socio-économiques.

Ce n'est pas un secret que les entreprises de pêche des pays développés pratiquent la surpêche dans les zones de haute mer adjacentes aux zones économiques exclusives des États cô-

tiers africains. L'accent mis par l'accord BBNJ sur la connectivité écologique marine et d'autres mesures limitera cette pêche illégale non durable et non réglementée. Les États côtiers africains, dont nous sommes 38, en bénéficieront grandement.

Assistance aux pays en développement

L'accord prévoit d'aider les pays en développement à renforcer leur capacité à préparer, mener et évaluer des études d'impact sur l'environnement (EIE). Cela permettra de s'assurer que les activités en haute mer sont évaluées de manière à prévenir, atténuer et gérer les effets négatifs sur l'environnement et à protéger et préserver le milieu marin.

L'accord aborde les questions essentielles des dommages transfrontaliers et des impacts cumulatifs, ce qui est important pour les États africains.

Grâce à la voix unifiée des États en développement, des engagements concrets ont été pris en matière de renforcement des capacités et de transfert de technologies marines (CBTMT) afin de soutenir la mise en œuvre effective de l'accord.

En outre, le CBTMT s'appuiera sur les besoins et les priorités des États en développement, identifiés par le biais d'évaluations des besoins, et y répondra au cas par cas, au niveau sous-régional ou régional.

À la suite de l'accord, il reste à accomplir les formalités d'adoption par les États membres des Nations unies, les ratifications au niveau national et la mise en œuvre des dispositions essentielles par les parties. Ces tâches doivent être accomplies de manière à ce que les progrès réalisés jusqu'à présent ne soient pas compromis ou annulés. Soixante États membres doivent ratifier le traité pour qu'il entre en vigueur, c'est-à-dire pour qu'il produise des effets juridiques.

Lors du financement et de la mise en œuvre de l'accord, il est essentiel de reconnaître les besoins spécifiques des États en développement, notamment des petits États insulaires en développement, des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des États côtiers d'Afrique.

En conclusion, l'accord BBNJ est dans l'intérêt de l'Afrique, mais sa mise en œuvre effective déterminera son impact réel sur les océans, les populations et la planète.

Source : Afrique Renouveau

(*) ambassadeur et représentant permanent adjoint de la Sierra Leone auprès des Nations unies. Il est le coordinateur du groupe africain sur les BBNJ et le chef de file pour les MGR.

MAURITANIE

Secteurs d'activités, pôles d'attraction et opportunités de l'économie

Les vastes programmes de réformes dans tous les domaines engagés en Mauritanie ainsi que la perspective de l'exploitation des différentes richesses du sous-sol, notamment le pétrole, permet au pays de débiter son nouveau millénaire avec espoir et optimisme.

Actuellement, l'édifice de l'économie mauritanienne repose sur plusieurs secteurs dont, entre autres, l'extraction minière, la pêche industrielle, le commerce et le secteur agropastoral.

En effet, l'exploitation du minerai de fer des gisements de la région de Zouerate avec celui du cuivre, de l'or d'Akjoujt et du gypse de Ndghamcha, constituait depuis longtemps les principales ressources d'exportation.

Au début des années 80 commence l'exploitation des ressources halieutiques pour devenir maintenant la première richesse du pays. Par ailleurs, le commerce joue un rôle central dans l'économie de la Mauritanie car le pays a hérité de traditions commerciales ancestrales avec, notamment, le passage des caravanes du négoce médiéval entre l'Afrique du nord et le sud du Sahara. Ainsi, les mauritaniens s'adaptent remarquablement au contexte de la globalisation et aux règles du commerce international. Enfin, le secteur agropastoral, qui enregistre 20% du Produit Intérieur Brut, constitue également un pilier important dans l'économie mauritanienne. Cependant, celui-ci demeure tributaire des aléas climatiques.

MAROC

Le train a transporté 12,4 millions de personnes au 1^{er} trimestre 2023

Très sollicité pour les besoins de déplacement grand public, le train continue de drainer un trafic important au Maroc. Le réseau ferroviaire ne couvre néanmoins pas tout le pays, ce qui motive les projets d'extension pour lesquels l'exécutif est en quête de bailleurs.

Au Maroc, 12,4 millions de personnes ont voyagé par train au cours du premier trimestre 2023 soit une hausse de 28% en glissement annuel, selon les statistiques de l'Office national des chemins de fer (ONCF). Al Boraq, le réseau à grande vitesse reliant Tanger à Casablanca, a réalisé un record de plus de 1 million de passagers.

Le fret ferroviaire affiche un volume de 2,1 millions de tonnes transportées, soit une hausse de 3% par rapport aux 3 premiers mois de 2022. L'ONCF la traduit notamment par l'adoption du train comme « mode de transport privilégié des opérateurs économiques pour les expéditions de marchandises ». La performance globale a permis à l'ONCF de réaliser un chiffre d'affaires total de 903 millions de dirhams, une valeur en hausse de 6% par rapport à 2022. Le train constitue l'un

TUNISIE

Le revenu global du secteur financier coté a progressé de 11,1 %

Au cours des trois premiers mois de l'année 2023, les banques cotées sur la Bourse de Tunis ont davantage soutenu le secteur financier tunisien avec une hausse de 14,2 % du total de leurs revenus. Dans le secteur du leasing et celui des assurances, la progression du revenu global a été de 2,8 % pour le premier et 1,7 % pour le second.

Le chiffre d'affaires de l'ensemble des banques, sociétés d'assurance et sociétés de leasing cotées sur la Bourse de Tunis a progressé de 11,1 % au cours des trois premiers mois de l'année 2023, apprend-on d'un rapport de l'institution financière sur les revenus des sociétés cotées au 1^{er} trimestre 2023.

Le document publié fin mai montre que cette progression du secteur financier coté a davantage été soutenue par le secteur bancaire. Les douze établissements bancaires inscrits sur la cote de la Bourse des valeurs mobilières de Tunis ont amélioré de 14,2 % le total de leurs revenus à fin mars 2023. Leur chiffre d'affaires est passé de 1,4 milliard de dinars tunisiens (369 millions \$) au 31 mars 2022 à 1,6 milliard de dinars tunisiens au 31 mars 2023. La plus forte progression de revenus dans le secteur bancaire à fin mars 2023 a été celle de la Banque de Tunisie et des Emirats (BTE). Cet établissement qui a pour principaux actionnaires l'Etat tunisien et le fonds souverain émirati Abou Dhabi Investment Authority a affiché une hausse de 60,3 % de son chiffre d'affaires à fin



mars 2023. Il est directement suivi par la banque islamique Wifack international bank qui a déclaré une hausse de 29,7 % de son revenu et la Banque internationale arabe de Tunisie (BIAT) dont le revenu a progressé de 21 % à fin mars 2023. Dans le secteur des assurances, le revenu global des assureurs cotés en bourse a atteint 439,2 millions de dinars tunisiens, en hausse de 1,7 %. Tunis Re, Assurances Ma-

ghrebia et Assurances Maghreb Vie ont respectivement réalisé les trois plus fortes progressions de revenus dans ce sous-secteur des assurances.

S'agissant du secteur du leasing, le revenu global des sept sociétés de crédit-bail cotées en bourse s'est amélioré de 2,8 %, pour atteindre 12,3 millions de dinars à fin mars 2023, contre 12 millions de dinars sur la même période en 2022.

LIBYE / EXPLOITATION DE LA RAFFINERIE DE RAS LANUF

La NOC remporte son procès contre Trasta Energy

En février 2022, la compagnie publique du pétrole avait annoncé son projet d'exercer une option d'achat lui permettant de s'offrir les 50 % de participation de Trasta dans la coentreprise LERCO en charge de l'exploitation de la raffinerie de Ras Lanuf.

Selon des informations publiées lundi 29 mai, la société publique libyenne chargée des

hydrocarbures (NOC) a remporté le procès qui l'opposait depuis 2019 à l'entreprise émiratie Trasta Energy dans le cadre des activités de la LERCO, coentreprise responsable de l'exploitation de la raffinerie de Ras Lanuf, hors service depuis 2013.

Ce nouveau développement fait suite à la décision rendue par la Cour d'appel de Paris en faveur de la compagnie d'Etat

libyenne. Ceci vient ainsi mettre fin au litige opposant les deux compagnies concernant un accord de livraison de brut signé en 2009 que Trasta reprochait à la NOC d'avoir mal exécuté.

Cette décision judiciaire est pour Trasta un nouveau revers juridique après une autre décision arbitrale également favorable à la NOC.

Conformément à cette der-

nière rendue en février 2022, la compagnie émiratie avait été condamnée « à payer 115 millions de dollars à la NOC au titre des redevances impayées ».

La société d'Etat libyenne peut désormais envisager de s'offrir les 50 % de participation que Trasta Energy détenait dans l'exploitation de la raffinerie de Ras Lanuf via la joint-venture LERCO.

PILLAGE DU PHOSPHATE SAHRAOUI

L'UE appelée à clarifier sa position

L'eurodéputé Carles Puigdemont a appelé la Commission européenne à respecter le règlement européen interdisant l'importation de minerais et métaux à partir de zones de conflit et à élargir le champ d'application du texte en vigueur à l'importation de phosphate en provenance du Sahara occidental occupé. L'homme politique catalan a demandé, mercredi à Bruxelles, à la Commission européenne de "clarifier sa position" concernant l'importation de phosphate depuis les territoires occupés du Sahara occidental, dénonçant "un trafic des richesses minières du Sahara occidental entre Rabat et Madrid".

"Plusieurs entreprises espagnoles font partie de la chaîne d'approvisionnement en minerais du Sahara occidental, dont un constructeur d'infrastructures de base à Boucraa (une centaine de kilomètres au sud-est de Laâyoune occupée) et un cabinet d'avocats d'un ancien ministre des Affaires étrangères qui aide à justifier le

commerce en agissant comme un groupe de pression", a révélé le parlementaire européen. Puigdemont a interpellé la Commission européenne au sujet de ce trafic en invoquant notamment le règlement de l'Union européenne (UE) approuvé en mai 2017, qui interdit aux Vingt-Sept d'importer des métaux et minerais à partir de zones de conflit et politiquement instables".

Puigdemont et Clara Ponsati, également députée européenne, ont demandé aussi à la Commission européenne d'étendre le champ d'application du règlement sur les minerais pour inclure les importations de phosphate du Sahara occidental. Malgré le statut des territoires sahraouis, classés non autonomes par l'ONU, le Maroc continue depuis quatre décennies d'exporter le phosphate du Sahara occidental, ont dénoncé les eurodéputés.

"Les roches phosphatées sont transportées de la grande mine de Boucraa jusqu'au port de Laâyoune. De là, des cargos trans-

portent les phosphates de la partie occupée du Sahara occidental vers des importateurs étrangers pour la production d'engrais. L'industrie a procuré au Maroc des revenus énormes depuis le début de l'occupation", soulignent-ils.

Dans son dixième rapport annuel publié en avril dernier, l'ONG Western Sahara Resource Watch (WSRW) a indiqué que le minerai de phosphate exploité illégalement est l'une des principales sources de revenus du gouvernement marocain sur le territoire qu'il occupe en violation du droit international.

En 2022, 23 navires ont quitté le Sahara occidental occupé avec 1,23 million de tonnes de minerai de phosphate, en légère baisse par rapport aux 1,4 million de tonnes de 2021. Le doublement des prix mondiaux du phosphate en 2021 implique que les exportations illégales du Maroc sont devenues de plus en plus lucratives.

A TRAVERS UN PRÊT SYNDIQUÉ

Africa Finance Corporation mobilise 625 millions \$

Le prêt syndiqué, dont le montant était initialement fixé à 500 millions USD, a été sursouscrit de 61%. Les fonds levés serviront à financer les investissements de l'institution dans le domaine des infrastructures.

Africa Finance Corporation (AFC) a annoncé dans un récent communiqué l'obtention d'un prêt syndiqué de 625 millions USD auprès de plusieurs banques internationales, dont des établissements du Moyen-Orient et d'Asie. Gulf Bank, National Bank of Ras Al-Khaimah, China CITIC Bank Corporation, Qatar National Bank, Doha Bank et Industrial Bank of Korea figurent parmi les institutions ayant participé à cette opération, précise la même source. First Abu Dhabi Bank, la filiale britannique de FirstRand Bank, ICBC, Mashreqbank, MUFG Bank, Standard Chartered Bank et SMBC Bank International ont agi en tant

qu'arrangeurs principaux et teneurs de livres. Le prêt syndiqué a été sursouscrit de 61%, ce qui a incité l'AFC à lever plus de fonds que le montant de 500 millions USD initialement visé.

« Notre capacité à exploiter les marchés financiers mondiaux en dépit de conditions macroéconomiques difficiles ne se dément pas, ce qui témoigne de la confiance des investisseurs dans le solide profil de risque de crédit de l'AFC et dans son attrait mondial croissant », a déclaré Banji Fehintola, directeur principal et trésorier de l'institution. « Les fonds levés permettront à l'AFC de poursuivre sa mission de promotion de la crois-

sance économique et de l'industrialisation rapide en Afrique, tout en assurant une valorisation optimale des vastes ressources du continent ».

Fondée en 2007 avec un capital initial de 1,1 milliard USD, l'AFC a pour principale mission de catalyser les investissements dans le domaine des infrastructures en Afrique. Ses principaux actionnaires sont la Société africaine de réassurance, la Banque africaine de développement (BAD) et les groupes bancaires panafricains Ecobank et United Bank for Africa (UBA).

L'institution revendique plus de 10 milliards USD d'investissements dans 35 pays africains au cours des quinze dernières années.

NIGERIA

Le pays plongé dans une nouvelle crise sur son marché de change de devises

Ola Tinubu a juste déclaré qu'il voulait mettre fin à l'existence de deux compartiments sur le marché des changes, mais cette promesse de campagne a des effets immédiats qui rendent compliquée sa réalisation.

Le Nigeria, première économie d'Afrique en termes de produit intérieur brut, est de nouveau plongé dans une crise sur son marché de change de devises. Cette situation survient après que le nouveau président, Bola Tinubu, ait annoncé qu'il prévoyait d'unifier les taux dans le secteur et de mettre fin à l'existence de deux segments, dont l'un officiel organisé par la Banque centrale et l'autre parallèle, mais autorisé et organisé sur la base de l'offre et de la demande.

La situation a été telle que le site internet Aboki.fr, qui sert de référence pour les taux de change entre le naira et les principales devises étrangères, a suspendu ses publications sans donner de raison. Il n'est pas exclu que ses administrateurs aient voulu qu'il y ait plus de clarté sur le marché. La Banque centrale a publié un communiqué pour dire qu'elle n'avait pas dévalué le naira, contrairement à ce qu'un principal média du pays a annoncé. Même si la dévaluation n'est pas effective, le marché parallèle de change pratique depuis peu des taux qui sont de plus de 60% supérieurs à ceux de la Banque centrale. À l'aéroport d'Abuja, le dollar américain s'échangeait le 24 mai dernier à 750 nairas, contre seulement 460 nairas pour le taux officiel. Sur les marchés monétaires internationaux, les analystes, selon Bloomberg, s'attendent à ce que la monnaie nigérienne soit dépréciée au cours

des douze prochains mois.

Certains éléments de contexte semblent donner raison à cette hypothèse. Les défis de change du Nigeria ont débuté à la mi-2022, alors même que les prix du baril de pétrole de ce pays (Boni Light) étaient à près de 130 \$ le baril. Aujourd'hui, ils sont à seulement 74 \$ selon le site de la banque centrale. C'est une baisse de près de 43% sur les revenus que cette matière première génère pour le pays.

D'un autre côté, le pays reste un gros importateur de produits alimentaires, avec un taux de 14% sur le total de la consommation des ménages. Avec les effets climatiques qui sont annoncés, le Nigeria risquerait d'importer davantage pour compenser son déficit de production alimentaire. Au mercredi 31 mai, ses réserves de change liquides étaient de 34 milliards de dollars. On est loin des 64 milliards de dollars de réserves lors de la crise de 2008. Cette petite crise sur les réserves de change peut avoir des conséquences variées sur les performances des entreprises cotées à la Bourse de Lagos. Pour celles dont l'activité est tournée vers l'exportation et qui consolident leurs résultats financiers en nairas, ou encore les banques qui fournissent des services de change de devises, une hausse des taux est positive pour les affaires et une augmentation des revenus est à prévoir. Mais pour celles qui importent l'essentiel de leurs intrants, des coûts de transaction de change en hausse plomberont la rentabilité finale.

BANQUE COMMERCIALE INTERBANK BURUNDI

Une facilité de crédit de 5 millions \$ pour financer des PME

Après la conclusion d'un accord d'assistance technique en novembre 2022 avec Interbank Burundi, la Société financière internationale s'engage à nouveau avec la banque pour renforcer son activité de financement du secteur privé.

La Société financière internationale (SFI) a approuvé, mercredi 31 mai, la mise en place d'une facilité de crédit d'un montant de 5 millions \$ en faveur de la banque commerciale Interbank Burundi.

La facilité accordée dans le cadre du programme mondial de financement du commerce de la SFI contribuera à renforcer les opérations de financement à capitaux privés

du commerce par la banque burundaise. Grâce à cette ressource financière, Interbank Burundi prévoit d'accroître son soutien aux entreprises burundaises d'import-export qui contribuent à générer des devises à travers leurs activités.

La banque dirigée par Eric Jonckheere entend nouer des partenariats de travail et créer de nouvelles opportunités commerciales avec de nombreuses banques à l'international, suite à son adhésion au programme mondial de financement du commerce de la SFI.

L'institution financière internationale n'en est pas à sa première collaboration avec In-

terbank Burundi. En novembre 2022, la SFI a conclu un partenariat d'assistance technique avec la banque burundaise créée en 1993. Cet accord visait à renforcer la capacité de la banque à servir les petites et moyennes entreprises (PME) qui ont du mal à accéder au financement et qui représentent environ 90 % des entreprises et plus de 50 % des emplois dans le pays.

Dans le cadre de cette facilité de crédit, Interbank Burundi bénéficiera également de services de conseil qui lui permettront d'accroître son soutien aux PME.

NIGÉRIAN

La fortune du milliardaire Abdul Samad Rabiou augmente de 501 millions \$ en 24 heures

Le patron de BUA Group a profité du rallye haussier qu'a connu le Nigerian Stock Exchange dans la foulée des promesses faites par le nouveau président Bola Ahmed Tinubu. Les prix des actions de BUA Cement et BUA Foods se sont envolés en l'espace d'une séance boursière. Le milliardaire nigérian Abdul Samad Rabiou (photo) a vu sa fortune augmenter de 501 millions de dollars durant la seule journée du mardi 30 mai, grâce à la hausse des prix des actions de ses sociétés cotées BUA Cement et BUA Foods sur la Bourse de Lagos.

Selon les données de Bloomberg Billionaires Index, la fortune de M. Rabiou est passée de 7,5 milliards de dollars à l'ouverture de la séance boursière du 30 mai à plus de 8 milliards de dollars à la clôture de la même séance.

A l'instar de la majorité des sociétés nigérianes cotées, BUA Cement et BUA Foods ont profité de la réaction favorable des investisseurs sur le Nigerian Stock Exchange au discours d'investiture du nouveau président, Bola Ahmed Tinubu. Ce dernier a notamment promis de mettre fin aux subventions sur le carburant, un système qui encourage la corruption et empêche l'Etat d'investir massivement dans des secteurs clés comme la santé ou l'éducation, alors que près de la moitié des Nigériens vivent sous le seuil de la pauvreté. Tibubu a également promis d'unifier le taux de change de la monnaie nationale, le naira.

Abdul Samad Rabiou tire la majeure partie de sa fortune de sa participation majoritaire dans le conglomérat industriel BUA Group, dont les deux entreprises phares sont le groupe cimentier BUA Cement et la société agroalimentaire BUA Foods.

BAD

Investissement de 20 millions \$ dans un fonds de capital-investissement dédié aux infrastructures

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a donné son feu vert à une prise de participation de 20 millions de dollars dans le Fonds d'accélération des investissements en infrastructures I d'Africa50, à l'appui de son objectif de mobiliser des capitaux privés pour les infrastructures à travers le continent.

Fonds panafricain de capital-investissement dans les infrastructures, le Fonds d'accélération des investissements en infrastructures I d'Africa50 mobilise jusqu'à 500 millions de dollars pour des investissements et la création de valeur dans les infrastructures stratégiques. Il s'agit notamment de l'électricité, de l'énergie, des infrastructures numériques et sociales, des transports, de la logistique, de l'eau et de l'assainissement.

Le fonds est parrainé par Africa50, une plateforme d'investissement dans les infrastructures lancée par des gouvernements et la Banque africaine de développement. Africa50 regroupe sous son égide le développement et le financement de projets d'infrastructure. Africa50 affiche

un solide bilan en matière d'investissements dans le secteur privé et de projets entrepris dans le cadre de partenariats public-privé (PPP).

La mobilisation de capitaux privés est essentielle pour combler le déficit de financement des infrastructures en Afrique, compte tenu notamment de la marge de manœuvre budgétaire limitée des gouvernements africains, qui représentent aujourd'hui la principale source de financement des infrastructures sur le continent.

Le Fonds d'accélération des investissements en infrastructures I d'Africa50 a été créé pour aider Africa50 à exécuter son mandat qui consiste à mobiliser des capitaux privés et à accélérer les flux d'investissements dans les infrastructures africaines, en ciblant les investisseurs privés et institutionnels.

Le directeur du Département du développement de l'industrie et du commerce de la Banque africaine de développement, Abdu Mukhtar, a relevé que l'investissement de celle-ci dans le Fonds en soulignait la nature stratégique et combien priorité est donnée à l'investissement dans les

secteurs d'infrastructures stratégiques, contribuent à combler le déficit de financement des infrastructures en Afrique (de l'ordre de 68 à 108 milliards de dollars par an). « L'investissement de la Banque va aider Africa50 à attirer des capitaux privés dans les infrastructures africaines par le biais d'un véhicule de fonds de capital investissement que les investisseurs privés comprennent mieux et dans lequel ils sont plus à l'aise pour investir », a indiqué M. Mukhtar.

À propos de cette approbation, Wale Shonibare, directeur des Solutions financières, de la Politique et de la Régulation de l'énergie de la Banque africaine de développement, a indiqué que le soutien de la Banque au Fonds d'accélération des investissements en infrastructures I d'Africa50 s'inscrivait dans la droite ligne de ses objectifs « High 5 ». « Il renforce également les partenariats déjà existants de la Banque avec le groupe Africa50 sur des initiatives comme le Forum africain des investisseurs souverains et l'Alliance pour des infrastructures vertes en Afrique », a ajouté M. Shonibare.

ETATS-UNIS

Le chômage remonte à 3,7% en mai, au plus haut depuis octobre 2022

Le taux de chômage s'est établi à 3,7% en mai, aux Etats-Unis, après 3,4% en avril, 3,5% en mars et 3,6% en février, d'après les chiffres publiés par le département du Travail, ce vendredi. Il s'agit d'une remontée au plus fort taux depuis début 2023. Le marché du travail reste tout de même historiquement tendu aux Etats-Unis.

Selon les chiffres publiés par le département du Travail, ce vendredi, le marché du travail est resté très solide en mai aux Etats-Unis, avec des créations d'emplois bien plus nombreuses qu'attendu, et un taux de chômage à 3,7%. Si ce taux est plus élevé que celui d'avril à 3,4%, de mars à 3,5%, de février à 3,6% et de 3,4% en janvier, il s'agit d'un niveau toujours historiquement, et ce, même s'il est remonté un peu plus que prévu. Il est au plus haut depuis octobre 2022, mais reste très bas.

« Aujourd'hui est une bonne journée pour l'économie américaine et pour les travailleurs américains », s'est réjoui le président Joe Biden dans un communiqué.

En mai, 339.000 emplois ont été créés aux Etats-Unis, a précisé le département du Travail, contre 190.000 attendus, selon le consensus de MarketWatch. En outre, les créations d'emplois de mars et avril ont été révisées en hausse, respectivement à 217.000 et 294.000. Sur ces deux mois, 93.000 emplois supplémentaires ont ainsi été créés par rapport aux prévisions initiales. Des emplois ont notamment été créés dans les secteurs des services aux professionnels et aux entreprises, dans les emplois liés au gouvernement, les soins de santé, la construction, les transports et la logistique, et l'assistance sociale, détaille le département du Travail. « La croissance de l'emploi se poursuit à un rythme rapide, mais les pressions sur les salaires ne suivent pas », relève Rubeela Farooqi, cheffe économiste pour HFE, notant que la hausse du salaire horaire moyen « a ralenti », ce qui est une bonne nouvelle pour le ralentissement de l'inflation qui s'est établi à 4,9% en avril, contre un pic à 9,5% en juin. Wall Street a salué la surprise légèrement positive de baisse de la tension sur le marché du travail et les salaires en affichant une hausse de 0,76% à 16 heures, heure de Paris, à 4.253 points.

La croissance se maintient aux Etats-Unis
Le marché du travail reste tendu, car la croissance du Produit intérieur brut (PIB) demeure positive aux Etats-Unis bien qu'elle ait ralenti au premier trimestre à 1,3% en rythme annua-

lisé, selon une deuxième estimation publiée fin mai par le département du Commerce. La première estimation avait fait état d'une croissance de 1,1% en rythme annualisé, mesure privilégiée par les Etats-Unis, qui compare le PIB à celui du trimestre précédent puis projette l'évolution sur l'année entière à ce rythme.

« L'estimation révisée reflète principalement une révision à la hausse de l'investissement privé dans les stocks », détaille le ministère dans son communiqué. Cela marque un fort ralentissement par rapport au quatrième trimestre, qui avait vu l'économie croître de 2,6%. En utilisant le même mode de calcul que d'autres économies avancées, qui comparent simplement au trimestre précédent, la croissance reste inchangée, à 0,3%, soit moitié moins que le rythme observé au dernier trimestre 2022 (+0,6%).

Prochaine réunion de la Fed à compter du 13 juin

Ce ralentissement est lié aux actions menées par la banque centrale américaine (Fed) pour lutter contre la forte inflation. Elle relève en effet ses taux directeurs depuis mars 2022, afin de rendre plus coûteux l'accès au crédit pour les ménages et les entreprises, et ainsi faire ralentir la consommation et l'investissement.

Lors de sa prochaine réunion, les 13 et 14 juin, elle pourrait choisir de faire relever les taux pour une 11e fois d'affilée, ou faire une pause pour observer les effets des relèvements précédents et éviter de faire trop ralentir l'activité économique, afin d'éviter la récession. Le président de la Fed de Philadelphie, Patrick Harker, a souligné jeudi qu'il « doit également y avoir une politique d'immigration sensée pour amener les personnes dont nous avons besoin dans le pays ».

« Nous devons simplement reconnaître qu'il n'y a que deux solutions pour faire entrer plus de gens sur le marché du travail, faire revenir (dans l'emploi) plus de gens qui étaient sur la touche, ou faire entrer plus de gens dans le pays », a-t-il déclaré lors d'une conférence du NABE (National association for business economics).

Le marché de l'emploi semble toutefois montrer des signes de ralentissement. Ainsi, les inscriptions hebdomadaires au chômage ont enregistré fin mai une deuxième semaine de hausse d'affilée, selon les chiffres du département du Travail. Et, si les employeurs ont toujours « des difficultés à trouver des travailleurs dans un large éventail de niveaux de compétence et de secteurs économiques », ils constatent « une embauche plus facile dans la construction, le transport et la finance », selon ce Beige Book (Livre Beige), un baromètre d'activité publié mercredi par la Fed.

« Pour l'avenir, notre scénario de base est que les effets décalés et cumulatifs de la politique restrictive maintiendront la croissance économique à un rythme inférieur à son potentiel au cours des prochains trimestres », a commenté Rubeela Farooqi, cheffe économiste pour HFE, dans une note. « Il existe également un risque à la baisse lié à un nouveau resserrement des conditions de crédit, qui aura un impact sur les décisions d'embauche et d'investissement des entreprises et sur l'activité économique en général », a-t-elle ajouté.

Risque de récession courant 2023

En revanche, selon une enquête publiée le 27 mars par la fédération d'économistes NABE (National Association for Business Economics) 53% des panélistes « s'attendent à une récession à un moment donné en 2023 », expose sa présidente, Julia Coronado. Près d'un quart de ce panel table sur une récession au troisième trimestre de cette année, 5% pensent que la récession est déjà en cours, 16% la voient arriver au deuxième trimestre, et 13% au quatrième trimestre.

Et près d'un quart s'attend à ce que cela ne se produise pas avant le second semestre de 2024. En cas de baisse du PIB, certaines entreprises pourraient être obligées de licencier du personnel ou de fermer boutique, ce qui augmenterait théoriquement le nombre de chômeurs.

ALLEMAGNE

La menace du déclin

La première économie européenne est en récession, minée par une inflation toujours élevée. Les perspectives ne sont pas rassurantes.

L'Allemagne, habituel premier de la classe, est devenu un cancre au sein de l'Union européenne. Les chiffres de la croissance au quatrième trimestre 2022 avaient déçu, en montrant une contraction du PIB plus élevée que prévu (voir Le Revenu n°1730).

Ceux du premier trimestre 2023, publiés le 25 mai, ne sont guère meilleurs et consacrent l'entrée du pays en récession. Ils révèlent, en effet, une croissance à nouveau négative outre-Rhin (-0,3%), pour le deuxième trimestre consécutif.

Et ce, à contre-courant du reste de l'Europe. En France, le PIB a progressé de 0,2% au 1er trimestre, tandis que l'Italie et l'Espagne ont vu le leur croître de 0,5%. L'économie de ces pays a surtout été portée par la bonne tenue du secteur des services. La contreperformance allemande provient, elle, de la faiblesse de la consommation privée, qui après avoir reculé de 1% au quatrième trimestre 2022, a encore cédé 1,2% de janvier à mars, minée par la hausse des prix.

En effet, malgré une lente diminution au cours des derniers mois, l'inflation reste très élevée outre-Rhin, à plus de 7,2% en avril (contre 5,9% en France). Ce qui a conduit les ménages à restreindre leurs dépenses courantes (nourriture, habillement...) et à différer les achats importants (voitures neuves...).

HYDROGÈNE VERT

Plug Power prévoit la construction de trois usines en Finlande

Le groupe d'électrolyseurs américain Plug Power prévoit la construction de trois usines d'hydrogène vert en Finlande, pour décarboner l'industrie tout en s'intégrant dans la « dorsale » européenne en cours de constitution autour de 31 opérateurs de réseaux de transport de gaz du Vieux Continent. Les trois usines seront bâties à Kokkola pour la fabrication d'ammoniac vert, à Kristinestad à proximité d'une ancienne usine de charbon pour la production de briquettes de fer réduit servant à la fabrication d'acier vert, et à Porvoo pour alimenter la mobilité locale et l'exportation vers l'Europe Occidentale, indique un communiqué de Plug Power.

Le groupe n'a pas dévoilé le montant total de l'investissement, mais son vice-président exécutif pour l'Europe Benjamin Haycraft a souligné que Plug aura investi « plus de 300 millions d'euros en Europe entre la mi-2021 et la mi-2023 ». « Le marché européen de l'hydrogène vert a des fondamentaux extrêmement robustes (...) et si tous les yeux sont tournés vers la péninsule ibérique où nous investissons aussi, nous croyons beaucoup à l'Europe du Nord, notamment la Finlande qui s'appête à rejoindre le club fermé des pays dont le réseau de production d'électricité est décarboné à plus de 90% », a expliqué Benjamin Haycraft.

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE L'A AFFIRMÉ :

La Chine recherche le dialogue plutôt que la confrontation

Le ministre chinois de la Défense, Li Shangfu, a déclaré dimanche qu'une « mentalité de Guerre Froide » était en train de renaître dans la région Asie-Pacifique bien que la Chine cherche le dialogue plutôt que la confrontation. Li Shangfu a accusé « certains pays » d'intensifier la course à

l'armement et d'interférer sciemment dans les affaires internes d'autres pays, lors de la conférence du dialogue Shanghai-La sur la défense et la sécurité en Asie-Pacifique. « Une mentalité de Guerre froide est en train de renaître, augmentant fortement les risques en matière de sécurité »,

a-t-il dit. « Le respect mutuel devrait l'emporter sur le harcèlement et l'hégémonie. » Le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, a reproché samedi à la Chine de refuser d'organiser des discussions entre responsables militaires. Les relations entre les Etats-

Unis et la Chine se sont considérablement dégradées alors que les deux superpuissances restent profondément divisées sur plusieurs sujets, allant de la souveraineté de Taïwan au cyberespionnage, en passant par les différends territoriaux en mer de Chine méridionale.

TURQUIE

Erdogan nomme l'économiste Simsek ministre des Finances

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui annonçait samedi la composition de son gouvernement, a nommé au poste de ministre du Trésor et des Finances l'économiste Mehmet Simsek.

Mehmet Simsek, qui a été ministre des Finances puis vice-Premier ministre entre 2009 et 2018, était pressenti à la tête du ministère ou comme vice-président responsable de l'économie, avaient déclaré des sources politiques à Reuters. Sa nomination pourrait marquer le retour en Turquie d'une politique économique et monétaire plus conforme au canon des marchés financiers, après des années de conduite hétérodoxe des affaires du pays, via le maintien de taux d'intérêt faibles préconisés par Recep Tayyip Erdogan en dépit d'une très forte inflation.

« Cela suggère que (Recep Tayyip) Erdogan a reconnu l'érosion de la confiance dans sa capacité à gérer les défis économiques de la Turquie. Mais

si la nomination de (Mehmet) Simsek est susceptible de retarder une crise, il est peu probable qu'elle apporte des solutions à long terme à l'économie », a commenté Emre Peker, directeur du groupe de conseil Eurasia qui couvre la Turquie. Mehmet Simsek aura probablement un début de mandat fort mais il devra faire face à des vents politiques contraires de plus en plus forts pour mettre en œuvre les politiques à l'approche des élections locales de mars 2024, a ajouté Emre Peker.

Le programme économique de Recep Tayyip Erdogan met l'accent depuis 2021 sur la relance monétaire et le crédit ciblé pour stimuler la croissance économique, les exportations et les investissements, poussant la banque centrale à l'action et érodant fortement son indépendance.

En conséquence, l'inflation annuelle a atteint l'année dernière un pic de 24 ans, dépassant les 85%, avant de ralentir.

Le président de 69 ans, au pouvoir depuis plus de vingt ans, a remporté dimanche le second tour de l'élection présidentielle et a entamé son nouveau mandat de cinq ans en appelant les Turcs à mettre de côté leurs divergences et à se concentrer sur l'avenir.

Recep Tayyip Erdogan a également nommé Cevdet Yilmaz au poste de vice-président et l'ancien chef de l'Organisation nationale du renseignement (MIT), Hakan Fidan, en tant que ministre des Affaires étrangères, en remplacement de Mevlut Cavusoglu.

La cérémonie d'investiture du président s'est déroulée au palais présidentiel d'Ankara en présence du secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, du président vénézuélien, Nicolas Maduro, ainsi que d'autres dignitaires et hauts fonctionnaires.

CAC40

L'indice reprend des couleurs pour la fin de semaine

Après un début de semaine laborieux (-3% entre lundi et mercredi), la bourse de Paris retrouve des couleurs ces derniers jours: après +0,5% hier, elle s'arrose un gain de 1,87% aujourd'hui, à 7270 points, limitant ainsi son recul à 0,6% depuis lundi.

La tendance est portée par l'adoption, jeudi soir, de l'extension du plafond de la dette US jusqu'en 2025 mais aussi par la publication des chiffres mensuels de l'emploi aux Etats-Unis.

Ainsi, les investisseurs ont appris aujourd'hui que l'économie américaine avait généré pas moins de +339.000 emplois non agricoles au mois de mai, selon le Département du Travail (DoL), un nombre supérieur de +100.000 aux attentes du marché.

'Des gains d'emplois ont été observés dans les services professionnels et aux entreprises, l'administration, les soins de santé, la construction, le transport et le stockage, ainsi que l'assistance sociale', détaille le DoL.

Notons que le taux de chômage ressort à 3,7% de la population active, en hausse de 0,3 point, tandis que le taux de participation à la force de travail est resté stable à 62,6%, et que le revenu horaire moyen s'est accru à un rythme annuel de 4,3%. En outre, les créations de postes des deux mois précédents ont été révisées à la hausse, de 165.000 à 217.000 pour mars et de 253.000 à 294.000 pour avril, soit un solde de révision total de +93.000 pour ces deux mois.

APPLE

Quels groupes font partie du club des 1000 milliards de dollars de capitalisation en bourse?

Le fabricant de processeurs graphiques Nvidia a brièvement franchi cette semaine la barre symbolique des 1.000 milliards de dollars de capitalisation boursière, rejoignant un club très select dont certains n'ont pas réussi à se maintenir à ce niveau.

Nvidia dans la cour des grands. Le fabricant de processeurs graphiques a, mardi dernier, dépassé la barre des 1000 milliards de dollars de capitalisation boursière, soit la valeur de l'ensemble des actions de la société.

Un essor justifié par les perspectives florissantes du groupe dans l'intelligence artificielle générative, celle de ChatGPT, car les produits de Nvidia sont indispensables pour créer la puissance de calcul nécessaire à l'entraînement et au développement des grands robots conversationnels, comme ChatGPT donc, mais aussi Bard de Google.

La montée en puissance de Nvidia n'est peut être qu'à ses prémices. Cité par CircleFinance, Bank of America a porté mercredi son objectif de cours à 500 euros, soit un potentiel de plus de 25% par rapport au cours actuel. Ce même si la capitalisation du groupe américain est un peu retombée (982 milliards de dollars*) depuis mardi.

Nvidia a ainsi rejoint un club très select, celui des sociétés qui ont crevé un jour le plafond des 1000 milliards de dollars de valorisation boursière.

Selon une infographie de Visual Capitalist citée par John Plassard, conseiller en investissement chez Mirabaud, ce club comprend Apple, Microsoft, Alphabet, Amazon, Meta - les Gafam donc - mais aussi Aramco et Tesla. Il convient d'ajouter à cette liste le chinois PetroChina. Ce géant pétrolier avait en réalité été le tout premier à franchir la barre des 1000 milliards de dollars, lors de son introduction en 2007 sur la Bourse de Shanghai (il était déjà coté à Hong Kong).

Mais, depuis, PetroChina a plongé en Bourse. A Shanghai son cours a été divisé par environ 4,5 depuis fin 2007 pour tomber à une capitalisation en dollars d'un peu plus de 180 milliards. "L'action a été mise à mal par certains des plus grands changements de politique économique de la Chine au cours de la dernière décennie, notamment l'abandon par le gouvernement d'un modèle de développement axé sur les matières premières et ses tentatives de réprimer les 'manias' spéculatives du type de celle qui

a fait de PetroChina la première entreprise au monde à générer 1000 milliards de dollars [de capitalisation boursière, NDLR] en 2007", soulignait en 2017 Bloomberg. L'agence de presse parlait à l'époque "du plus grand effondrement boursier de l'histoire".

Tous les membres du "club" des 1000 milliards de dollars n'ont (heureusement) pas connu un destin à la PetroChina. Mais Meta et Tesla sont aujourd'hui assez loin de cette marque qu'ils ont franchie respectivement en juin et octobre 2021. L'année 2022, qui a été un "annus horribilis" pour la tech en Bourse avec la hausse des taux d'intérêts, a laminé leurs valorisations, qui se situent actuellement autour de 660 milliards de dollars pour Tesla et 700 milliards de dollars pour la maison-mère de Facebook.

Tesla a notamment été pénalisé par le dossier Twitter, Elon Musk ayant vendu des actions Tesla pour financer en partie l'acquisition du réseau social. Ce feuilleton avait également exposé des méthodes de management très dures de la part de l'homme d'affaires, nuisant par ricochet à la réputation du constructeur automobile. Les livraisons de Tesla ont aussi quelque peu déçu l'an passé. Pour Meta, la chute du titre a pu s'expliquer par des craintes sur le marché publicitaire - avec notamment des changements de la politique de confidentialité d'iOS qui a des impacts sur le suivi de l'utilisateur et sur la publicité ciblée - ainsi que par le scepticisme du marché sur son virage dans le métavers.

Cinq groupes encore dans le club

Reste le club actuel des "1000 milliards" auquel appartiennent donc uniquement des groupes de la tech américaine, à l'exception de Saudi Aramco. Le géant saoudien aux profits vertigineux (161 milliards de dollars en 2022) a lui dépassé cette barre dès son introduction en Bourse en décembre 2019, et a d'ailleurs cassé le lendemain de son introduction les 2000 milliards de dollars. Depuis le titre n'a pas connu de mouvements vertigineux en Bourse, oscillant entre 25 dollars, lors de l'éclatement de la pandémie, et 37 dollars, lors du pic du baril du pé-

trole au printemps 2022.

Pour les quatre autres membres, Apple avait été la toute première entreprise américaine à briser les 1000 milliards de dollars de capitalisation boursière, en août 2018. Si Saudi Aramco l'a devancé pour les 2000 milliards (que le créateur de l'iPhone a franchi en 2020), Apple est pour l'heure la seule société à avoir dépassé les 3000 milliards de dollars, en janvier 2022. Le groupe à la pomme, qui a bien résisté aux craintes sur la conjoncture ces derniers trimestres avec des résultats financiers convaincants, n'en est d'ailleurs pas loin, sa capitalisation se situant actuellement à 2830 milliards de dollars.

Mais peut-être qu'Apple sera rejoint par Microsoft (2470 milliards de dollars) qui a lui dépassé les 1000 milliards en avril 2019 et les 2000 milliards en juin 2021.

La société fondée par Bill Gates a récemment bénéficié de l'engouement pour l'intelligence artificielle générative, ayant investi des milliards de dollars dans OpenAI, maison-mère de ChatGPT, dont elle intègre les technologies dans ses services comme le moteur de recherche Bing.

Le "club" actuel est complété par Alphabet, la maison-mère de Google, et Amazon. Alphabet avait aussi crevé le plafond des 2000 milliards de dollars, fin 2021, (les 1000 milliards avait eux été atteints dès janvier 2020). Comme les autres groupes de tech, Alphabet a ensuite souffert en 2022 avant de se reprendre depuis le début de l'année. Sa capitalisation se situe actuellement à 1570 milliard de dollars de capitalisation boursière.

Amazon de son côté avait franchi les 1000 milliards en avril 2020 puis tutoyé les 2000 milliards sans les atteindre à l'été 2021. Mais le groupe d'e-commerce a aussi réussi "l'exploit" de perdre plus que Petrochina. Comme le notait alors Bloomberg, le groupe a englouti 1000 milliards de dollars de capitalisation entre son plus haut de juillet 2021 et début novembre 2022, pénalisé par des résultats décevants et des craintes sur la conjoncture. La société a, comme Alphabet, repris du poil de la bête depuis le début de l'année, avec une capitalisation de 1200 milliards de dollars.

MARCHÉ

Un nouvel indice de la peur est apparu sur wall street

Le Chicago board options exchange a lancé en avril une version du VIX sur un jour, alors que l'indice traditionnel n'a pas toujours su capter l'élévation du risque sur le marché américain à court terme.

"L'indice de la peur", tel est le surnom du Cboe Volatility Index (VIX), indice qui doit mesurer le niveau de volatilité du marché américain et plus exactement du S&P 500.

Trente ans après son lancement, le VIX a vu apparaître à ses côtés un petit frère lancé par le Chicago board options exchange (Cboe), opérateur de marché spécialisé dans les produits dérivés, à la fin du mois d'avril.

Son nom: Cboe 1-Day Volatility Index, abrégé (heureusement) VIX1D. A l'instar de son grand frère, cet indice calcule la volatilité du S&P 500 en se basant sur les prix d'options financières mais avec une maturité néanmoins plus faible, au maximum d'un jour.

Des options "zero day to expire"

Le but de ce nouvel indice est assez simple: tenter de mesurer au mieux la volatilité sur un jour (intraday) du marché, ce que le VIX ne parvenait pas à réaliser, mesurant la volatilité sur trente jours. Le

VIX traditionnel est, en effet, calculé en prenant comme références des options financières qui expirent entre 23 et 37 jours à compter de la date de calcul, ce qui l'empêche de capter l'humeur du marché à très court terme.

Cela a été particulièrement visible durant la grande panique qui a secoué le secteur bancaire aux Etats-Unis en mars, où le VIX a certes progressé mais sans pour autant atteindre des niveaux qui avaient été observés à de multiples reprises en 2022.

C'est pour rectifier le tir que le VIX1D a été lancé, en se basant, donc, sur des 0DTE, c'est-à-dire des options "zero day to expire", qui expirent le jour même. Ces produits dérivés ont, comme le souligne IG Markets, énormément gagné en popularité depuis 2021. "Les options 0DTE ont été utilisées par les traders particuliers comme un moyen peu coûteux de négocier la hausse et la baisse des prix des 'meme stocks' (qui sont des actions soutenues par une communauté de traders sur des forums de discussion tels que Reddit) comme GameStop Corp et Tesla Inc", explique l'intermédiaire de marché. "Les traders institutionnels ont également pris le train en marche de manière considérable cette même année", poursuit IG Markets. Leur popularité est telle que ces options "0DTE"

ont représenté 40% du total des volumes d'options échangés avec le S&P 500 pour sous-jacent au troisième trimestre, selon des données de Goldman Sachs citées par Bloomberg.

Des variations bien plus fortes

Cet essor échappait donc au VIX dont la construction commençait à devenir quelque peu obsolète. Avec le VIX1D, le Cboe espère apporter une lecture plus parlante aux investisseurs sur le court terme.

L'entreprise explique qu'entre le 8 mars et le 13 mars dernier, période marquée par les faillites des banques Silicon Valley Bank et Signature Bank, le VIX1D aurait augmenté de 163% sur la période contre une progression de seulement 38,8% pour le VIX traditionnel.

Reste à voir si les investisseurs apprécieront dans la durée ce nouveau thermomètre. "Je ne suis pas sûr que cela apportera un nouveau niveau de clarté aux marchés, mais je comprends parfaitement pourquoi le Cboe le fait [cet indice, NDLR]", a confié à Bloomberg Steve Sosnick, stratège en chef chez Interactive Brokers. Selon lui le VIX a constitué un succès mérité pour le Cboe, devenant une "vache à lait", alors "pourquoi ne pas essayer d'extraire un peu plus de lait?".

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	136,7241	136,7391
1	EUR EURO	145,8573	145,9006
1	GBP POUND STERLING	169,6118	169,6725
100	JPY JAPANESE YEN	97,7508	97,7825
1	CNY CHINESE YUAN	19,2028	19,2065
1	CHF SWISS FRANC	150,0976	150,1392
1	CAD CANADIAN DOLLAR	100,6434	100,6841
1	DKK DANISH KRONE	19,5860	19,5910
1	SEK SWEDISH KRONA	12,5514	12,5554
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12,2280	12,2333
1	AED UAR DIRHAM	37,2180	37,2322
1	SAR SAUDI RIYAL	36,4510	36,4570
1	KWD KUWAITI DINAR	444,1979	444,3910
1	TND TUNISIAN DINAR	43,5939	44,0321
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13,4400	13,4415
1	LYD LIBYAN DINAR	28,2249	28,3697
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3,9873	3,9877
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181,5079	181,5079

GRÂCE AUX NOUVEAUX CŒURS D'ARM

En 2024, votre smartphone sera plus puissant et plus endurant

Les nouvelles architectures CPU et GPU présentées par ARM au Computex apportent non seulement des nouveautés technologiques et des gains de performances. Mais ARM a aussi et surtout travaillé aux optimisations énergétiques. Qui pourraient rendre les smartphones de 2024 bien plus endurants.

A l'occasion du Computex de Taipei, ARM, géant britannique, a dévoilé sa nouvelle génération de CPU et de GPU. Pour quoi cela est-il important ? Simplement parce que PC Windows mis à part, l'écrasante majorité des appareils électroniques autour de vous fonctionnent avec des puces dont les plans reposent en partie sur les architectures et les technologies d'ARM. Dont le smartphone ou la tablette (ou le Mac, si vous êtes chez Apple), qui vous permet de lire cet article !

Pourvoyeur de technologies pour toutes l'industrie, ARM est au cœur de plus de 250 milliards de puces de par le monde. Que vous jouiez dans le train avec votre Switch, que vous regardiez Netflix sur votre téléviseur ou que vous régliez le comportement de vos lumières Philips Hue, ce sont à chaque fois des cœurs CPU ARM qui sont aux commandes !

En cette mi-2023, ARM a présenté plusieurs éléments comme sa plateforme « Compute » de CPU ou encore un nouveau GPU. Des classes de composants dont la principale cible sera, dans un premier temps, nos smartphones.

L'ensemble des cœurs CPU annoncés par ARM sont réunis dans une famille appelée « Arm Total Compute Solutions 2023 » ou TCS2023. Plus qu'une

nomenclature, il s'agit d'une plateforme de développement complète, qui réduit le temps de conception des puces. Si cela permettra à nos lecteurs de savoir à quelle génération appartient tel ou tel cœur, le vrai bénéfice est à chercher du côté des concepteurs de puces.

Selon René Haas, PDG d'ARM qui s'est exprimé en conférence de presse pendant le Computex, « cette nouvelle plateforme permet de réduire de manière draconienne les temps de développement des puces. Un de nos clients a pu ainsi entièrement concevoir, tester et valider un SoC en seulement 13 mois », a-t-il assuré. Ce que cela veut dire pour vous ? Un temps plus court entre les annonces technologiques du côté d'ARM et leur implémentation dans vos appareils électroniques. Et à mesure que les prix de conception des puces explosent, tout gain de temps dans la conception des puces peut représenter un énorme gain d'argent pour les partenaires d'ARM.

La plateforme TCS2023 d'ARM comprend trois cœurs CPU : le cœur très haute puissance Cortex-X4, le cœur moyenne puissance Cortex-A720 et le cœur basse consommation Cortex-A520. Toujours basés sur la norme ARMv9, la particularité des cœurs de cette nouvelle plateforme TCS2023 est la bascule totale et définitive sur un jeu d'instructions 64 bits (AArch64).

Une bascule justifiée par ARM pour des gains à tous les étages, autant en matière d'efficacité énergétiques, que de performances ou encore de sécurité. Si les concepteurs de puces font évidemment ce qu'ils veulent dans leurs designs et peuvent mélanger les différents types de cœurs, le passage au 64 bit (déjà une réalité dans les Pixel de Google) est inéluctable.

La nouvelle « bête » des puces de 2024, ce sera lui, le cœur haute puissance Cortex-X4. Comme son suffixe l'exprime clairement, il succède au Cortex-X3. Un beau bébé offrant jusqu'à +15% de performances en plus à consommation équivalente par rapport à son prédécesseur. Capable de fonctionner jusqu'à une fréquence de 3,4 GHz, il sera le cœur de prédilection des applications les plus gourmandes en puissance – notamment les jeux vidéo...

Mais pas seulement, puisque ce cœur est aussi celui qui est utilisé en « burst », c'est-à-dire par à-coup. Lors du premier lancement d'une application ou pour l'exécution d'une tâche très ardue pour les autres cœurs. C'est ce type de cœur très haute puissance qui est en partie responsable de la réactivité des smartphones, celui qui fait que tout semble se lancer instantanément.

QUEST 3

Meta annonce son nouveau casque de réalité mixte

Meta vient de dévoiler son nouveau casque de réalité virtuelle, le Meta Quest 3. Digne successeur du Quest 2, il apportera plus de puissance, une meilleure résolution, de nouvelles lentilles, ainsi que la réalité mixte. Alors qu'Apple devrait présenter son casque de réalité virtuelle et augmentée le 5 juin, Meta lui a grillé la politesse et vient d'annoncer son très attendu Quest 3. Il s'agit du successeur du Meta Quest 2 lancé fin 2020, qui a beaucoup contribué à démocratiser la réalité virtuelle.

Meta n'a pas encore dévoilé tous les détails techniques. Toutefois, la firme a indiqué que le nouveau casque aura une meilleure résolution, et deux fois plus de puissance graphique que le Meta Quest 2 grâce à une nouvelle puce Snapdragon. Meta a également opté pour des lentilles Pancake, comme dans le Quest Pro, pour remplacer les lentilles de Fresnel du Quest 2. Grâce à ce choix, le casque est 40 % plus mince. De plus, les lentilles Pancake sont moins sujettes aux aberrations chromatiques, et ne nécessitent pas de correction logicielle des distorsions très coûteuse en puissance de calcul.

Un casque conçu pour la réalité mixte Le casque proposera également la réalité mixte, autrement dit le mélange de réalité virtuelle et augmentée. Grâce à de nouvelles caméras, il intégrera le passthrough stéréoscopique haute-fidélité en couleur, autrement dit la possibilité de voir le monde sans enlever le casque et d'y intégrer des éléments virtuels. Le Meta Quest 3 sera accompagné de nouveaux contrôleurs Touch Plus, dépourvus de l'habituel anneau et intégrant le retour haptique TruTouch des Touch Pro.

Meta dévoilera la fiche technique détaillée lors de sa conférence Meta Connect le 27 septembre. Le casque sera disponible cet automne à partir de 569,99 euros. La firme a également annoncé une augmentation des performances pour le Quest 2 de 26 % pour le processeur, et 19 % pour la puce graphique, via une mise à jour logicielle.

LILLE (FRANCE)

Un traitement « révolutionnaire » contre l'hémophilie testé par le centre hospitalier

Un espoir immense pour les malades. Lundi 17 avril, c'est la journée internationale de l'hémophilie. Pour marquer le coup, l'équipe d'hémostase du centre hospitalier (CHU) de Lille, dans le Nord, ouvre ses portes pour expliquer les enjeux de santé et raconter ses essais cliniques. L'hémophilie A est une maladie hémorragique héréditaire qui touche uniquement les hommes. Jusqu'à maintenant, le seul traitement, proposé déjà au CHU de

Lille, reposait sur l'injection d'une protéine dans le sang, par voie intraveineuse dont la durée trop courte permettait d'empêcher ou de maîtriser l'hémorragie.

« **Je peux enfin faire ce que tout le monde fait** »

Désormais, cela fait trois ans que l'hôpital teste un médicament thérapeutique que les spécialistes jugent « révolutionnaire ». Le traitement permet de diminuer les effets de la maladie et de

mieux protéger les patients, sur une longue durée. « Une seule injection suffit à protéger un patient les deux tiers de la semaine. Le reste de la semaine le résultat est de cinq à six fois supérieures à la moyenne » explique la Pr Sophie Susen, chef du service d'hémostase clinique du CHU de Lille.

Dans la région des Hauts-de-France, une quinzaine de patients ont pu profiter de ce médicament. « J'éprouve moins de douleurs articulaires. Je peux

enfin faire ce que tout le monde fait », raconte Adamou Ngouyamsa, 36 ans, qui participe aux essais cliniques depuis trois ans. Dans le monde, 150 personnes ont pu en bénéficier. La phase d'essai clinique est désormais terminée. Les patients sont dans une période d'étude dite d'extension, afin de leur permettre de conserver ce traitement. Encore quelques années d'attente pour voir apparaître ce médicament sur le marché européen.

LE SUNIONS

L'oignon « qui ne fait pas pleurer »

Après un lancement aux Etats-Unis, cet oignon d'un nouveau genre est récemment arrivé dans deux grandes chaînes de supermarchés

Le Sunions promet aux cuisiniers qu'ils ne pleureront plus quand ils éplucheront des oignons.

Après un premier « test réussi » en France, cet oignon jaune a débarqué depuis la fin de l'année dernière dans les rayons de deux grandes enseignes de supermarchés

Il y a ceux qui placent une allumette entre leurs dents, d'autres qui s'équipent de lunettes de piscine, ou encore ceux qui rangent le légume quelques minutes au congélateur avant de le découper. Malgré toutes ces astuces de

grand-mère, difficile de ne pas pleurer quand on épluche un oignon. C'était sans compter le Sunions (prononcez seunion, à l'américaine), un nouveau venu sur le marché qui compte bien lever ce « frein consommateur numéro 1 ».

Alors, quel est le secret de ce bulbe pour éviter yeux qui piquent et nez qui coule ? « Il a fallu trente ans de recherches en sélection conventionnelle pour mettre au point cet oignon », rapporte David Corré, responsable de la filière semences chez BASF France, qui assure que ces semences ne sont pas le fruit d'une manipulation génétique mais bien d'un croisement naturel. Ce que les chercheurs américains ont cherché à éviter, c'est cette émanation d'acide

qui se libère à la découpe sous la forme d'un gaz volatil, lequel vient nous irriter les yeux. « Des variétés différentes ont été mises côte à côte pour quelles se reproduisent, jusqu'à tomber sur la bonne formule qui ne fait pas pleurer, poursuit David Corré. Et ça marche, pour 96 % des gens interrogés. »

Un marketing affûté

Récemment récompensé par un prix au Sival, le salon international des techniques de productions végétales d'Angers, le Sunions se démarque aussi par son marketing affûté, alors que d'autres espèces comme l'oignon des Cévennes, sont aussi parfois réputées pour leur faculté à préserver nos yeux. Mais sur son éti-

quette vert flashy, le slogan « Fini de pleurer » n'est pas le seul argument. « Il est doux et savoureux. Son goût est moins piquant, un peu plus sucré, ce qui lui permet d'être dégusté cru ou cuit », assure David Corré, qui recommande carrément de croquer des tranches d'oignon à l'apéritif, avec un simple filet d'huile d'olive.

Autant d'atouts (mais pas de certification bio) qui pourraient cependant bien vous faire pleurer une fois arrivés à la caisse (prix recommandé : 2,50 € les 500 grammes). Déjà adopté aux Etats-Unis et en Espagne, le Sunions espère désormais convaincre les consommateurs en Grande-Bretagne et en Italie.

Hommes de la terre Savoureux	Réunir Petit pli	Ville du Japon Ouvriront les baies	Fleuve italien Constance		Ache	Arrière train Cri d'arène	Saucisson Enrôlement				
					Suinte						
Plissée Limoger			Authentiques Retire								
			Club de foot		Largeur de tissu Administrer		Noté en marge Mesure chinoise				
Prêtre Aller en arrière			Arrose Lisbonne			Article Bouquet					
			Vigueur Tantale au labo							Orienter	
Petit rongeur Autre do				Grand lac Ville des accords			Jardin dans le désert	Bienfait			
	Divinité	Bout de femme Religion				Couleur Parfum					
Texte de roi Avalées			Trapéziste Eunecte								
			Mousse de pub			Souhait Grosseur					
Odeur persistante Montagne grecque					Mère des titans	Pronom Boîte vocale				Sans bavure	
			Fleuve côtier Bêtise		Fruit de mer Énergées						
Brevage anglais	Base de salaires Précoces			Nid d'aigle Centre de Nice			Règle double Difficile				
		Appendice Substance de l'os					Avance				
Physicien britannique	S'affiner					Proposition de choix		Jeu de fers	Ancien		
				Colorer Argile							
Déshonoré	Niveau Affluent du Rhin					Balle gagnante	Nombre pair Parcelle				
			Galère royale					Unau		Désinence verbale	
La fille Arrose Périgueux			Petit groupe								
			Grain de sable		Arceau						

ALLEMAGNE

Audi dévoile les nouvelles A6 et A7

Audi A6 et Audi A7 ainsi que le modèle S entrent dans l'année modèle 2024 avec une apparence saisissante et haut de gamme.

En plus des lignes d'équipements nouvellement conçues avec des éléments de design à l'avant et à l'arrière indépendants, ces berlines routières luxueuses présentent désormais des couleurs intérieures et extérieures audacieuses, de nouveaux designs de jantes et des équipements de série ajoutés. Les nouveaux modèles Audi A6 seront disponibles à la commande à partir du 1er juin en Allemagne et du 8 juin en France, à partir de 58 040 euros.

L'Audi A7 est, quant à elle, proposée à partir de 75 160 euros. La structure de l'offre est réorganisée dans le cadre du restylage des modèles Audi A6 Berline et Avant et A7 Sportback. La nouvelle structure offre aux clients une plus grande clarté et une plus grande marge d'individualité, puisque l'intérieur peut désormais être conçu indépen-



damment du pack extérieur choisi par les clients. Chaque finition se caractérise par des éléments de design uniques à l'avant et à l'arrière. Une calandre Singleframe avec une structure en nid d'abeille est le nouvel élément qui définit l'avant du véhicule. Dans la version de base des deux modèles, l'avant est fini en noir

mat avec un contour chromé. Sur les finitions Advanced et Avus, la calandre est finie en Dark Chrome ; l'avant se distingue par des prises d'air latérales, et l'arrière par un diffuseur au nouveau design dynamique avec une lame en plastique peinte. La finition S line est disponible pour les deux modèles. Sur cette finition, la calandre comporte

des inserts chromés. Sur l'Audi A6, le diffuseur arrière a été redessiné. La lame du diffuseur est peinte en gris platine, tandis que sur l'Audi A7, elle est chromée.

En outre, la carrosserie S line de l'Audi A6 comporte également des prises d'air latérales redessinées avec des éléments en noir mat avec des inserts gris platine, des seuils latéraux élargis, des jantes de 19 pouces et une suspension sport.

L'intérieur, le tableau de bord et le ciel de toit sont entièrement noirs. Le volant sport multifonction en cuir perforé avec palettes noir présente des surpiques contrastées. Le repose-pieds et les pédales sont en acier inoxydable. Les garnitures des seuils de porte avant et arrière avec incrustations en aluminium sont éclairées et comportent le lettrage S à l'avant.

POUR LE MARCHÉ ALGÉRIEN

Chery annonce les débuts de la nouvelle gamme de la famille Pro

Chery, le constructeur chinois, qui ne devrait pas tarder à revenir sur le marché algérien, avec l'obtention de l'agrément annoncé, devrait mettre une gamme de véhicules particuliers composée notamment de quatre modèles à savoir des SUV de luxe et des crossover urbains, Tiggo 8 Pro max, Tiggo 7 Pro, Tiggo 4 et Tiggo 2 Pro.

C'est toujours une stratégie produit essentielle pour Chery de mener des ventes de portefeuille de produits familiaux. En ce qui concerne le secteur des SUV, les produits de la famille Chery PRO ont atteint la couverture complète de diverses subdivisions, des petites aux compactes, moyennes et grandes tailles. À l'heure actuelle, Chery dirigera la famille PRO pour se préparer à entrer pleinement sur le marché algérien afin d'offrir des options plus abondantes et complètes aux utilisateurs algériens. Selon les dernières nouvelles, les médias sociaux officiels de Chery ont publié les informations sur les produits de TIGGO 8 PRO MAX et TIGGO 7 PRO sur Facebook (Chery Algérie), et d'autres produits seront également lancés successivement.

En tant que modèle phare de la famille Chery TIGGO, TIGGO 8 PRO MAX est un grand SUV de luxe de 7 places de taille moyenne, orienté vers les nouveaux citadins qui réussissent dans les affaires et ont le goût de la qualité de vie.

TIGGO 8 PRO MAX adopte le style familial d'un design de face avant éblouissant, combiné à une calandre en diamant à matrice géométrique et à un design de phare à LED, qui offre une reconnaissance et un impact exception-



nels. De plus, la conception à travers la taille reflète à la fois une élégance stable et une mode dynamique. La garniture intérieure est conçue avec une cabine entourée de famille, qui fait écho à la correspondance des couleurs brun noir et à la décoration de la plaque de dessin au laser pour créer une texture élégante. TIGGO 8 PRO MAX est équipé d'un écran triplex d'un instrument LCD complet de 12,3 pouces, d'un écran de contrôle central ainsi que d'un écran tactile LCD de climatiseur intelligent de 8 pouces, ce qui est rare chez les pairs. En outre, il prend en charge des fonctions interactives telles que la cartographie des téléphones portables et crée une cabine avec un sens aigu de la technologie. Dans le même temps, TIGGO 8 PRO est équipé de 12 fonctions ADAS telles que le démarrage-arrêt automatique, le régulateur de vitesse adaptatif (ACC), le freinage

d'urgence autonome (AEB) et l'avertissement de collision avant (FCW). Avec le support d'une configuration intelligente, il a non seulement un sens complet de la technologie future, mais plus important encore, il peut grandement améliorer la sécurité des voyages. En termes de puissance, TIGGO 8 PRO MAX est équipé d'un moteur 2.0 TGDI, dont la puissance maximale est portée à 187 kW et le couple maximal atteint un impressionnant 390 Nm. De plus, le moteur est équipé de la meilleure transmission à double embrayage à 7 rapports au monde qui assure des changements de vitesse en douceur et une efficacité de transmission de 96 %. Poussé par l'excellente combinaison de puissance, TIGGO 8 PRO MAX non seulement démarre et accélère sans effort et de manière décisive, mais gagne également la reconnaissance des clients du monde entier pour son excellente qualité de conduite.

ROUTE À INDUCTION

Un trajet de 2 000 km effectué

Des tests ne cessent d'être menés afin d'améliorer les possibilités de circulation des automobilistes. Il y a quelques jours, la société israélienne Electron a réussi un petit exploit.

En effet, une Toyota Rav4 hybride rechargeable a effectué 100 heures de roulage, soit quasiment 2 000 km sans faire le moindre arrêt.

Voilà qui pourrait révolutionner la manière de nous transporter avec des véhicules électriques ou hybride rechargeables.

Au total, la Toyota Rav4 a donc bien roulé pendant 100 heures, 24 minutes et 15 secondes. Il s'agit d'un record, d'autant plus que cet exploit est réalisé grâce à une route à induction.

Si l'on calcule la moyenne de km/h, on se rend compte que la voiture a circulé à une vitesse de 20 km/h. Certes sur le papier cette moyenne est faible mais cela pourrait drastiquement changer nos moyens de se déplacer.

La route en question a pu transférer au maximum 241,69 kWh. Cette puissance ne prend pas en compte l'énergie que la voiture a pu récupérer via les freinages.

55 conducteurs différents

Un exploit qui va peut-être convaincre certains qui seraient réticents à investir dans une voiture électrique à cause de l'autonomie, parfois faible.

Les tests vont continuer et devraient aboutir à une installation future sur des vraies routes et ainsi permettre aux automobilistes de parcourir de longues distances sans recharger. De son côté, la startup Electreon s'est félicité de ce record via un tweet et qui a remercié les 55 conducteurs qui se sont relayés pendant 100 heures.

Parmi les possibilités pour développer l'autonomie des voitures électriques, on retrouve les routes à induction.

5^E RÉUNION DU RÉSEAU DES POINTS FOCALUX POUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Le Conseil de la nation prend part aux travaux à Washington

Le Conseil de la nation prendra part aux travaux de la 5^e réunion du Réseau des points focaux pour les femmes, la paix et la sécurité, qui se tiendra du 5 au 9 juin à Washington, indique, dimanche, un communiqué du Conseil. Le Conseil de la nation sera représenté aux travaux de cette réunion par la sénatrice Nouara Djaafar en sa qualité de membre du Réseau des femmes parlementaires et de la Coalition des femmes parlementaires arabes contre la violence faite aux femmes. La réunion verra la participation de parlementaires, de politiciens, d'experts, d'académiciens et de représentants de la société civile dans des ateliers et des tables rondes, ajoute la même source.

APN

Plénière consacrée à la présentation et au débat de deux projets de loi

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra, ce lundi, ses travaux en séance plénière consacrée à la présentation et au débat de deux projets de loi relatifs à la liste des fêtes officielles et à la retraite, a indiqué dimanche un communiqué de l'Assemblée.

L'APN reprendra ses travaux lundi à 14h30 en séance plénière consacrée à la présentation et au débat autour de deux projets de loi, le premier modifiant la loi 63-278 fixant la liste des fêtes officielles, et le deuxième modifiant et complétant la loi 83-12 relative à la retraite, précise le communiqué. L'Assemblée tiendra également une séance plénière mardi à 14h30 consacrée à la poursuite des débats autour du texte de loi relatif à la retraite, conclut la source.

CHINE

Un trou de 10 000 mètres de profondeur pour explorer le pétrole

Fin mai, la Chine a ambitionné de creuser un trou de 10.000 mètres. Ce n'est pas les fouilles archéologiques qui inspirent l'Empire céleste, mais les sites pétroliers. Le puits, qui se situe dans le désert, devra être l'un des plus profonds au monde.

Le plus important producteur de pétrole de Chine a commencé à forer un puits de plus de 10.000 mètres de profondeur dans le désert du Taklamakan, qui appartient à la région autonome ouïghoure du Xinjiang, selon l'agence Xinhua.

La société pétrolière et chimique Sinopec a précisé que le puits devrait être creusé dans les plus courts délais, à savoir 457 jours. Son fond devrait atteindre finalement des roches vieilles jusqu'à 145 millions d'années et pourrait donner aux chercheurs de nouvelles données géologiques ainsi qu'un accès à des réserves de pétrole ultra-profondes. "Ce forage fait partie d'une stratégie chinoise d'exploration des profondeurs terrestres, évoquée par Xi Jinping depuis un premier discours devant une assemblée de scientifiques en 2021", selon le magazine Geo.

Pékin ambitionne d'y identifier des ressources minérales et énergétique, dont des hydrocarbures comme le pétrole et le gaz. Le puits devra devenir l'un des plus profonds jamais forés au monde. Pour le moment, le forage le plus profond jamais creusé par l'être humain descend jusqu'à plus de 12 km sur la péninsule de Kola, à l'intérieur du cercle polaire, en Russie. Les travaux ont duré pendant une vingtaine d'années sans jamais atteindre l'objectif de forer un trou de 15 km de profondeur.

R. I.

ACCÈS AU GRADE DE MAITRE-ASSISTANT CLASSE « B »

Dépôt des dossiers de candidature à partir de lundi

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a appelé, ce dimanche, les titulaires des diplômes de doctorat et de magistère non-salariés à déposer leurs candidatures pour participer à l'opération de recrutement d'accès au grade de maitre-assistant classe « B » dans les établissements universitaires via la plateforme numérique, à partir de lundi, jusqu'au dimanche 25 juin. Le ministère a informé les titulaires des diplômes de doctorat et de magistère non salariés inscrits sur la plateforme numérique de recensement des détenteurs de ces diplômes, qu'ils sont invités à déposer leurs candidatures en vue de participer à l'opération de recrutement d'accès au grade de maitre-assistant classe « B » dans les établissements universitaires au titre de l'année 2023, en utilisant le même compte électronique qu'ils avaient utilisé pour s'inscrire.

La période de dépôt des candidatures via la plateforme numérique est fixée du lundi 5 juin 2023 à 14h00 au dimanche 25 juin

2023 à minuit. Selon le ministère le dossier de candidature doit comprendre une « copie de la carte d'identité nationale, une copie du diplôme requis, un formulaire à remplir par le candidat et à déposer via la plateforme numérique (à télécharger depuis le site web de la Direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative (DGFRA), une copie d'attestation de non-activité légalisée par les services de la mairie, une copie des documents certifiant les travaux scientifiques réalisés par le candidat dans son domaine de spécialité avant ou après l'obtention du diplôme requis (copie des articles scientifiques et des interventions, et une copie de la page du livre scientifique portant le numéro international normalisé du livre (ISBN), le cas échéant ».

Le dossier de candidature doit inclure également « les attestations de travail justifiant l'expérience professionnelle acquise par le candidat aux établissements de l'enseignement supérieur, ou, le cas échéant, les attestations de travail justifiant l'expé-

rience professionnelle acquise par le candidat dans l'enseignement, après l'obtention du diplôme requis, dans les établissements des autres secteurs, ou les attestations de travail justifiant l'expérience professionnelle acquise par le candidat après l'obtention du diplôme requis, au titre des postes d'encadrement occupés aux niveaux des établissements et des administrations publics et/ou les établissements et les organismes publics et privés, en plus d'une copie de la carte prouvant l'invalidité du candidat, si nécessaire ». Le ministère a précisé que chaque candidat doit « choisir une liste d'établissements universitaires dans lesquels il veut être recruté selon la priorité indiquée sur la plateforme », et de « suivre toutes les étapes dans l'ordre indiqué sur la plateforme avant de valider son dossier de candidature, les dossiers des candidats devant être transmis par voie électronique aux établissements universitaires concernés par le recrutement ».

ESPAGNE

Démantèlement à Melilla d'un important réseau de trafic de drogue dirigé par un Marocain

Un important réseau de trafic de drogue entre les Pays-Bas et le Maroc via la ville de Melilla a été démantelé, lors d'une opération policière menée dans cette enclave espagnole, ayant abouti à l'arrestation de cinq personnes et la saisie de 2,5 kilos d'héroïne et de 22,5 kilos de cocaïne, a rapporté l'agence Europa Press, soulignant que le cerveau de cette organisation criminelle était un Marocain.

Cette organisation, dont la structure économique et financière a été démantelée, reposait sur les importants bénéfices



économiques tirés du trafic de drogue, par le biais duquel des véhicules étaient achetés au nom de tiers afin d'échapper à

la justice, indique l'agence de presse.

Au cours d'une opération conjointe de la Garde civile et de la police espagnole, dirigée et supervisée par le tribunal d'instruction de Melilla, deux perquisitions ont permis la saisie de 2,5 kilos d'héroïne de haute pureté et 22,5 kilos de cocaïne, 11 véhicules, de nombreux matériels électroniques et des téléphones portables de dernière génération, la valeur des saisies s'élevant à 950.000 euros, précise la même source.

TROUBLES AU SÉNÉGAL

L'ONU appelle au calme et à la retenue

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé au calme et à la retenue après les violences qui secouent le Sénégal depuis jeudi dernier. "Guterres condamne fermement l'usage de la violence, appelle au calme et exhorte tous les acteurs à faire preuve de retenue", a indiqué samedi son porte-parole adjoint, Farhan Haq.

Des manifestations violentes ont éclaté dans de nombreux quartiers

de la capitale sénégalaise Dakar mais aussi dans d'autres villes de l'intérieur du pays jeudi après-midi, après la condamnation du chef de l'opposition Ousmane Sonko à deux ans de prison ferme pour "corruption de la jeunesse".

Les manifestations ont été émaillées de violences, particulièrement à Dakar et Ziguinchor (sud), et ont fait 15 morts, selon un bilan officiel fourni samedi par les autorités sénégalaises.

EN DIFFICULTÉ FINANCIÈRE

Le CICR en appelle au soutien de la Suisse

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a fait appel à la Suisse, un de ses principaux donateurs, pour l'aider à surmonter ses difficultés financières qui l'ont récemment poussé à annoncer d'importants licenciements. «Le département fédéral des Affaires étrangères (DFAE) et le département fédéral des Finances (DFP) mènent actuellement des discussions avec le CICR afin d'examiner les défis actuels et futurs liés à la situation financière du CICR», a indiqué un porte-parole du DFAE, Andreas Heller, à l'AFP. «Le prêt sans intérêt» de 200

millions de francs suisses (205 millions d'euros) que la Suisse a accordé en 2020 au CICR pour l'aider à atténuer les effets de la pandémie de Covid-19 dans le monde, «sera inclus dans ces réflexions», a-t-il ajouté. Il confirmait une information révélée dimanche par l'hebdomadaire SonntagsZeitung. «Même avec un budget révisé de 2,4 milliards de francs suisses, nous avons encore besoin d'un soutien financier important cette année», a déclaré dimanche à l'AFP un porte-parole du CICR, Fatima Sator.

